

T 2137 - 740 - 10,00 F
3792137010003 07400

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°740 JEUDI 23 FÉVRIER 1989 10,00 F

**POTS-DE-VIN,
TRAFIC D'INFLUENCE !**

**Ça sent
les
élections !**



F°P.2520

communiqués éditions

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire tiendront un stand les 24, 25 et 26 février au 4^e Festival du livre de La Garde, salle Gérard-Philippe, à La Garde (entrée libre).

• ROUEN

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat le samedi 25 février, à 14 h 30, salle de la Halle-aux-Toiles à Rouen, sur le thème de la religion, Marc Prévôtet animer le débat.

• ROUEN

Le groupe de Rouen vous informe qu'il a un nouveau local. Il invite ses sympathisants à l'y rencontrer tous les samedis de 14 h à 16 h. Nouvelle adresse : CES, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen.

• PARIS

Le groupe Caffero vend le « Monde libertaire » sur le parvis de Beaubourg tous les samedis à partir de 12 h 30. Il est possible de rencontrer le groupe pour discuter avec ses membres.

• LILLE

Quel syndicalisme aujourd'hui ? C'est sur ce thème que le groupe Benoît-Broutchoux organise un forum-débat le samedi 11 mars, de 14 h à 19 h, au Centre culturel libertaire de Lille, 1/2, rue Denis du Péage, métro Fives (tél. : 20.47.62.65). Un film vidéo consacré à l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en France sera projeté à cette occasion. Enfin, seront présents des membres du SSUD, de la CGT, de FO, de la CFDT, de la CNT, de la Coordination infirmière, de la coordination des personnels de l'éducation et du SLT (Usinor-Dunkerque).

• LILLE

Des réparations non prévues et indispensables devant être entreprises au Centre culturel libertaire de Lille le plus rapidement possible, le groupe Benoît-Broutchoux vous demande de le soutenir financièrement en écrivant au 1/2, rue, Denis du Péage, 59800 Lille (chèques à l'ordre du CCL).

• LILLE

« La voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, vous propose de faire le point sur la situation sociale tous les vendredis, de 19 h 30 à 21 h, sur Campus (91.4 MHz), avec notamment des infos sur les mouvements qui secouent actuellement l'Éducation nationale.

• LYON

Le groupe de Lyon tient une permanence tous les 1^{er} et 3^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 20 h 30, au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

• AFFICHE

Les groupes « Les Temps Nouveaux » de Brest et Henry-Pouaille de Saint-Denis ont édité en commun une affiche : « Gérons la ville nous-mêmes » (format 50 x 70). Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,80 F les dix, 3 F l'unité.

GÉRONNS LA VILLE NOUS MÊMES

• COOPÉRATIVES
• ASSOCIATIONS
• COMITÉS DE QUARTIER...

IL FAUT AGIR. CHAQUE JOUR.



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, rue Amélot, 75011 Paris

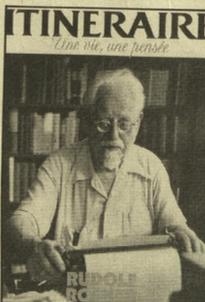
• « LECLERC, L'AMI DU PEUPLE »

Les éditions Partage Noir viennent de sortir une nouvelle brochure sur la Révolution française. Cette brochure se veut la première étude en français sur l'un de ses agitateurs : Leclerc d'Oze. Elle est suivie d'articles tirés de son journal (repris de Marat) « L'Ami du peuple ». Un témoignage inédit sur le mouvement populaire de l'époque. Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F.



• « ITINÉRAIRE »

Après Durruti, Sacco et Vanzetti, Kropotkine, « Itinéraire » a choisi de nous faire découvrir l'Allemagne des années révolutionnaires, au travers de la vie d'un grand militant méconnu en France : Rudolf Rocker. Au sommaire de ce numéro : la vie mouvementée de Rudolf Rocker, son action au sein des mouvements révolutionnaires allemands ; ses exils successifs dans différents pays, dont la France où il séjourna à Paris, et l'Angleterre où il devint l'un des principaux organisateurs du mouvement anarchiste juif à Londres ; un aperçu de l'action libertaire en Allemagne, de ses principaux militants : Landauer, Mühsam et Toller ; la création de l'AIT dans laquelle Rocker investira toute son énergie ; une étude de l'œuvre fondamentale qu'est « Nationalisme et culture » ; une bibliographie complète des livres et brochures écrits par Rocker, ainsi que leurs diverses traductions. « Itinéraire » est en vente à la librairie du Monde libertaire (33 F). « Itinéraire », 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.



communiqués

• AUBENAS

A l'occasion des élections municipales, le groupe anarchiste d'Aubenas organise, le mardi 7 mars 1989 à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, au château d'Aubenas, une réunion-débat sur la commune libertaire.

• PARIS

Des groupes parisiens de la Fédération anarchiste organisent une réunion-débat sur le thème des municipales le jeudi 2 mars à 20 h 30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris XI^e (métro Alexandre-Dumas).

Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P. Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amélot, 75011 Paris.

« La Grande Révolution », de Pierre Kropotkine, avec des lettres inédites de l'auteur à James Guillaume, sur les commentaires suscités en France par la parution de son livre.

« Les anarchistes et 89 », ouvrage collectif comprenant des contributions de chercheurs, d'historiens et de militants dont celles de : H. Becker, M. Benasayag, R. Berthier, A. Bertolo, E. Colombo, P. Chailan, V. Fau-Vincenti, G. Filloux, C. Gaillard, G. Manfredonia, F. Mintz, G. Navet, W. Pelletier, M. Prévôtet, J.-M. Raynaud et L. Thouvenot.

Pour que cela soit possible, les efforts de tous sont nécessaires.

Gr. « Pensée et action »

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : Municipales, Et les anarchistes ?, Editorial — PAGE 4, Les luttes : La météo en dépression, La COMATEC, Les prisons : parlons des prisonniers — PAGE 5, Éducation : Dispersion syndicale contre le plan Jospin, La méthode à « Jojo » — PAGE 6, Société : Etats généraux contre la militarisation, Le mépris comme morale, Humeur — PAGE 7, Dans le monde : « Obsjina », Berlin : la Liste alternative — PAGE 8, Dans le monde : Berlin (suite de la page 7), France-Italie : extraditions — PAGE 9, Informations internationales : Boycott de l'armée à Cracovie — PAGE 10, Expressions : Christian Pacoud, Les Sans-culottes machistes ? — PAGE 11, Expressions : Poésie, Spectacle, Émission sur la prison, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Pour un autre tourisme — PAGE 12, Société : Gestion communale.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

communiqués

• SAINT-NAZAIRE

Le groupe de Saint-Nazaire assure la vente du « Monde libertaire » tous les dimanches matins sur le marché, de 10 h 30 à 12 h. Pour le contacter écrire à : « Les amis de Pelloutier », c/o Maison du peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

• SAINT-NAZAIRE

Le stand (affiches, livres, « Monde libertaire », badges, etc.) de la FA de Saint-Nazaire sera présent lors de la fête locale de Lutte ouvrière, le samedi 25 février 1989, de 16 h à 24 h, salle du P'tit Maroc (quartier du Port), à Saint-Nazaire.

• SAINT-ÉTIENNE

Après plusieurs mois d'interruption, l'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » a repris les vendredis, de 13 h à 14 h 30, sur les ondes de Radio-Dio (89.5 MHz). Par ailleurs, le groupe Nestor-Makhno tient à nouveau une permanence le premier jeudi de chaque mois salle 15 bis CNT-ATT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

LES é...
sont to...
peu p...
politique fr...
comme chaq...
lent leur lo...
clientélisme...
enjeux nation...
une entité « r...
comme telle...
s'agit donc, p...
mettre l'accé...
locaux et leur...
senter en ges...
politiciens. T...
flagrante cett...
Tout d'abo...
tions sont res...
électorales pl...
ment de la cou...



Georges Marchais

O N se...
tiqu...
vol...
cipales app...
mêmes pla...
vin en trafic...
cée.

Cette fois...
se tirent un...
boutique de...
Les intérêts...
pouvoir, il y...
par les mun...
plasmés qu...
aussi ça l'e...
bâtie ici plu...
fêtes ne rel...
en cours. M...
silence, du...
cela. Sans c...
que nous le...

L'on peut...
chistes ont...
associatives...
adaptés à n...
inexistants...
triumpher n...
des contrain...
mune.

Une fois c...
pantalonnad...
voir et tous...
autour des r...
juillet. Nous...
place !

Quant au f...
aux consulta...
leur refuser...
intangibles d...
encore le ser...
vote des imm...
ressort à la...
les professio...
droite ou à g...
le problème...
Le petit pe...
retrouver dev...
les confier à...
politiciens q...

ELECTIONS

Municipales : le pavillon bas

LES élections municipales sont toujours un moment un peu particulier dans la vie politique française. Bien sûr, comme chaque scrutin, elles véhiculent leur lot de démagogie et de clientélisme. Mais, au-delà des enjeux nationaux, la commune reste une entité « naturelle » et ressentie comme telle par la population. Il s'agit donc, pour les candidats, de mettre l'accent sur les intérêts locaux et leur défense, et de se présenter en gestionnaires plus qu'en politiciens. Tendances encore plus flagrante cette année.

Tout d'abord, les saines traditions sont respectées : les cadeaux électoraux pleuvent, indépendamment de la couleur (ou de l'absence

de couleur) politique affichée. Les colis de nouvel an distribués aux vieux et aux invalides sont arrivés souvent en retard cette année (avec l'âge, on perd la mémoire...) mais mieux remplis. Les idiles et les postulant arpentent les marchés et serrent des mains. Des logements se libèrent miraculeusement çà et là, et le racket des parcmètres s'assouplit de façon sensible (on se rattrapera sans doute en avril). Certains en rajoutent sur ces pratiques, somme toute banales, en proposant par exemple l'installation gratuite de systèmes d'alarmes. Aucun doute : le cru 1989 sera digne des précédents.

Ce cru se distingue cependant au moins par deux aspects. Le premier

est le roman-feuilleton des accords PS-PCF. Si les deux partis sont finalement condamnés à s'entendre globalement, il est clair que le PCF a beaucoup plus à perdre que le PS, qui ne se prive pas de faire monter les enchères. A cet égard, il est intéressant de constater que le PCF vient presque incognito d'opérer un de ses virages à 180° dont il a le secret. Depuis deux congrès, la politique affichée était celle de l'« Union à la base », excluant les accords au sommet. Or, que voit-on ? Un parti communiste se démentant pathétiquement à grands coups de réunions au plus haut niveau pour limiter les primaires à gauche et la catastrophe qui risquerait d'en résulter pour lui. Le problème est simple : malgré une certaine remontée et l'échec des rénovateurs, le PCF est en position fragile dans son nombre de ses fiéfs et se trouve confronté à une base socialiste aux dents longues, d'autant plus que les discordes locales ont été nombreuses ces dernières années. Or, une nouvelle perte d'influence municipale aurait des conséquences politiques, et surtout financières, dramatiques pour le PCF. D'où les discours alambiqués sur le thème : « Les socialistes mènent nationalement une politique de droite, mais localement on peut s'entendre, surtout quand les accords sont imposés par les bureaux nationaux ». Il est vrai que les cocos n'en sont plus à un ridicule dialectique près.

« On ne fait pas de politique »

L'autre particularité des municipales de 1989, c'est la surenchère dans la dépolitisation de la campagne électorale. A droite, c'est le silence sur toute la ligne. Habituel, mais frappant cette année. On chercherait en vain des listes du RPR, de l'UDF ou même de l'opposition. Rien que de l'ouverture et de l'unitaire, de la bonne gestion au sein de listes « de large union pour la défense des intérêts de X... ». Défense de rire, surtout. Ce qui est plus neuf, c'est la tendance de cette discrétion vaguement honteuse à déteindre sur les listes « de gauche » (en tout cas, on les aurait appelé ainsi autrefois...)

En fait, on les comprend : la classe politique dans son ensemble jouit d'un large discrédit, et la poussée de l'absentéisme en 1988 en est un symptôme. Il s'agit donc d'être prudent, en évitant de trop montrer les partis et les leaders nationaux. On basera la propagande non sur le soutien de Chirac ou celui de Mitterrand, mais sur des « propositions » (on ne s'engage plus trop) aussi vagues et écumeniques que possible. Dans le même ordre d'idées, on insistera sur le nombre de notabilités de la « société civile » (médecins, animateurs, sportifs...) qui donnent à la liste une teinte aussi locale et aussi neutre politiquement que possible.

Ce localisme à tout crin explique aussi, dans une certaine mesure, l'absence de l'extrême gauche, manifestement pas très à l'aise sur ce terrain. L'avant-garde du prolétariat doit trouver ces élections moins politiques, et donc moins intéressantes que les cantonales ou les législatives...

Finalement, nous sommes en pleine modernité, puisque la classe politique est (même tacitement) en grand consensus sur plusieurs points.

1. La politique et les politiciens sont mal considérés par l'opinion publique.

2. Contrairement au canton et à la circonscription, divisions administratives arbitraires, la commune est une réalité vivante.

3. Les mairies sont des points d'implantation essentiels tant politi-



quement que financièrement. Tous les moyens sont bons pour les conserver ou les gagner.

4. Mieux vaut donc, vu l'air du temps, rentrer la carte partisane et sortir celle du bon gestionnaire. Ça ne coûte pas grand-chose et ne modifiera strictement rien après les élections.

Nous pourrions somme toute reprendre à notre compte les deux premiers constats. Sur les deux autres, nous avons évidemment un tout autre point de vue. En attendant d'être en mesure de le mettre en pratique, faisons-le au moins entendre !

COQ'S (Gr. de Rennes)



Georges Marchais et Pierre Mauroy.

Editorial

On se plaît à répéter à longueur de temps que le climat politique de la France est toujours entre deux élections, les voilà désormais entrées dans une phase active. Les municipales approchant, les mêmes cadavres vont ressortir des mêmes placards et, de magouilles en prévarications, de pots de vin en trafics d'influences, la course pour le pouvoir local est lancée.

Cette fois-ci, le Parti socialiste et le Parti communiste français se tirent une bourre mémorable. C'est à qui mangera l'autre. La boutique de Marchais contre l'appétit gargantuesque de Mauroy. Les intérêts dans l'affaire ne sont pas minces. Outre l'enjeu du pouvoir, il y a l'argent, le pognon, le fric. Toute la belle ou pompée par les municipalités pour payer des employés municipaux ectoplasmes qui se transforment en permanents politiques. C'est aussi ça l'enjeu des municipales. Savoir si la piscine doit-être bâtie ici plutôt que là, s'il faut repeindre la mairie ou la salle des fêtes ne relève pas fondamentalement des enjeux actuellement en cours. Mais il ne faut pas le dire, la politique c'est aussi l'art du silence, du non-dit, en un mot du mensonge. Truisme que tout cela. Sans doute. Mais il est absolument nécessaire, chaque fois que nous le pouvons, d'enfoncer le clou abstentionniste.

L'on peut considérer, dans un cadre bien précis, que les anarchistes ont une carte à jouer dans la gestion locale. Les formes associatives, coopératives, les comités de quartier sont bien adaptés à nos principes. Malheureusement, ils sont totalement inexistantes et à aucun endroit nous n'avons la possibilité de faire triompher notre attachement à une économie sociale débarassée des contraintes bureaucratiques, quelque soit la taille de la commune.

Une fois de plus, les anarchistes ne participeront pas à cette pantalonade, une fois de plus nous dénoncerons la soif du pouvoir et tous ses corollaires, les mascarades bleu-blanc-rouge autour des monuments aux morts et les pétards mouillés du 14 juillet. Nous ne désignerons pas ceux qui devront décider à notre place !

Quant au fait de savoir si les immigrés doivent participer ou non aux consultations électorales, il est paradoxal, en conscience, de leur refuser de revendiquer cet acte au nom de nos principes intangibles d'égalité des droits pour tous. Le tout sera d'expliquer encore le sens politique de notre refus et l'inutilité du scrutin. Le vote des immigrés n'est pour l'instant qu'un serpent de mer qui ressort à la proximité de chaque consultation. Bien malin parmi les professionnels de la politique qui peut savoir s'ils voteront à droite ou à gauche. C'est sans doute pour ces simples raisons que le problème n'est toujours pas tranché.

Le petit peuple de droite, du centre et de gauche va donc se retrouver devant ses responsabilités — comme ils disent — pour les confier à d'autres. Jusqu'aux prochaines. On a vraiment les politiciens que l'on mérite.

Et les anarchistes ?

La commune est une structure fondamentale du fédéralisme anarchiste. Dans une société libertaire, il y aura probablement toujours des quartiers, des villes et des communautés urbaines, ne serait-ce que pour satisfaire des besoins collectifs évidents (approvisionnement, transports, équipements sanitaire ou culturel, etc.). L'administration de ces collectivités sera donc primordiale. En particulier, il sera nécessaire de mandater des responsables, soit de la gestion des affaires courantes, soit de l'exécution des décisions collectives.

Les anarchistes ne peuvent donc se désintéresser de la vie de leur commune, et en particulier des élections municipales. Pour autant, devons-nous soutenir ou présenter des candidats sur « nos » bases, revendiquer des conseillers municipaux, des maires anarchistes ? La réponse est évidemment non.

Communales, cantonales, législatives ou présidentielles, toutes les élections obéissent à la même logique, et c'est précisément dans cette logique que nous refusons d'entrer : la logique du « votez, on s'occupe du reste ».

Restons dans le cadre des prochaines municipales : on nous demande de choisir entre quelques candidats, ou listes de candidats, éventuellement dotés d'une profession de foi et d'un programme. Mais qui a élaboré le programme ? Qui en a défini les priorités ? Qui contrôlera son éventuelle réalisation ? Qui peut, en fonction des circonstances, en modifier les objectifs et les modalités ? Quels comptes les élus doivent-ils nous rendre ? Et quand ? De quelles structures disposons-nous pour proposer, gérer, décider de ce qui nous concerne, nous, cage d'escalier, nous, quartier, nous, communauté ? Inutile d'épiloguer : en dehors d'éventuelles « consultations » à la discrétion du maire, et en aucun cas délibératives, nous n'avons plus, le jour du scrutin passé, qu'à fermer notre gueule. Comme d'habitude.

Encore une fois, nous ne pouvons pas entrer dans un système à l'opposé de nos conceptions. Nous refusons cette déresponsabilisation légale. Nous n'avons rien à foutre d'un maire, même « à l'écoute de ses administrés ». Nous voulons qu'à tous les niveaux les gens et les groupes s'organisent selon les modalités qu'ils jugeront adéquates pour débattre de leurs problèmes et de leurs désirs. Nous voulons prendre nous-mêmes les décisions qui nous intéressent, fixer nous-mêmes des objectifs précis, et mandater des individus responsables devant nous de la réalisation de ces objectifs, révocables et remplaçables s'ils ne nous satisfont pas.

Cela n'a évidemment rien à voir avec le schéma municipal qui nous est imposé. Et c'est pourquoi nous refusons, une fois de plus, de rentrer dans le jeu politique à venir. Le renouvellement des équipes municipales dirigeantes ne nous concerne pas, sauf à mettre notre grain de sable dans la machine bien huilée de la démission électorale. Et ça, on ne le fera certainement pas avec un bulletin de vote.

C.

Météo

UNE grève dure à la météo, du jamais vu chez les 3 000 météos de France depuis 1968. Surprenant ! Même si, depuis octobre dernier, les signes d'un mécontentement profond s'étaient fait sentir, notamment une participation honorable de 40% de grévistes lors de la journée de grève de la fonction publique du 20 octobre.

Une agitation larvée avec des revendications portant sur les statuts dépassés, sur la baisse des effectifs : du très classique.

La préparation d'une manifestation « médiatique » dirigée contre le ministre de tutelle, Delebarre, entraînant l'amorce d'un processus de concertation entre les syndicats CFDT, FO, CGT et le ministère. Un cycle de réunions intersyndicales avec le support technique de l'administration — où paradoxalement ne siègeait aucun représentant du ministère concerné, celui des Transports — aboutissait en janvier à un « cahier revendicatif ». Celui-ci comprenait des réformes statutaires (carrière plus linéaire, points d'indices supplémentaires), des créations d'emplois (464 techniques et 123 administratifs) et l'amélioration du régime indemnitaire.

Unilatéralement, le ministère présentait ses propositions, à prendre ou à laisser, très en deça du travail des groupes de travail. C'était sans compter la détermination et l'exaspération des météo. Car, parallèlement aux réunions des groupes de travail, des idées avaient germé : le ras-le-bol des grèves de 24 heures aboutissait, après de nombreuses tractations inter-syndicales (la CGT nationale se faisait tirer l'oreille), à la proposition d'une grève générale de 24 heures débouchant sur des grèves dans des secteurs clefs. Des caisses de grève à Paris et en province s'ouvraient, alimentées par des versements de l'ordre d'une journée de travail, destinées à financer les grévistes des secteurs clefs.

Le lundi 13 février, la grève générale se concrétisait par 70% de grévistes, en moyenne, dans les centres et stations météorologiques, avec des pointes de 100% dans les secteurs clefs : centres informatiques parisiens et régionaux, services de prévision, etc., secteurs qui, le 14 février, continuèrent la grève.

Dès lors s'enchaînèrent les assemblées générales quotidiennes, locales et régionales, des réunions par téléconférence, l'usage intensif des téléx, les piquets de grève et quelques actes que Pouget n'aurait pas désavoués.

Les médias (presse, télévision), les grands utilisateurs de la météo (EDF, aéroports) se retrouvèrent sans prévisions. Du coup, de vraies négociations se sont ouvertes le lundi 20 février, elles sont en passe de se conclure sur un résultat dont on peut apprécier différemment les conclusions : il y a certes des mesures concrètes, mais de nombreuses propositions gouvernementales ne sont que des promesses...

Cependant, on ne peut qu'apprécier ce réveil, cette prise de conscience : les travailleurs de la météo pouvaient créer un rapport de force important, même si il est limité dans le temps. Car de nombreuses sociétés de services jouent les briseurs de grève en fournissant les bulletins météo des télévisions (1) et, le plus dangereux pour la sécurité, des informations météorologiques aux compagnies aériennes (des erreurs de 100 mètres sur les altimètres des pilotes ont été relevées).

Espérons que ce mouvement original, fruit d'un long travail de préparation, mêlant syndiqués et non-syndiqués ne se terminera pas dans une grève-pourrissoir comme d'autres conflits récents.

A. CYCLONE

(1) Les skieurs auront des surprises avec les hauteurs de neige...

COMATEC Le conflit

LE conflit a démarré jeudi 9 février à l'appel de la CFDT. L'un de ses principaux militants, à l'origine de la création de la CFDT était en effet sanctionné par la direction, et une procédure de licenciement était engagée. Peu nous importe le détail de l'incident, ce qui importe c'est le prétexte utilisé pour éliminer un militant syndical. Appelons les choses par leur nom : la COMATEC est un négrier qui emploie encore les méthodes du XIX^e siècle. Le dernier conflit d'importance a été déclenché par une injure raciste du président du CE, qui a traité le secrétaire du CE de « bougnoule ». Imaginez l'ambiance !

La grève démarre

Le mouvement a pris son ampleur dès le lundi 13 février. A la suite d'une assemblée générale, à République, à la bourse du travail, un comité de grève de 23 personnes a été constitué. Les syndicats CGT et FO n'appellent pas à la grève, bien que certains de leurs militants et adhérents participent au mouvement. La CNTF, nouvellement créée est active. Trois militants sont au comité de grève. Dès lundi, les revendications suivantes ont été ajoutées à la levée des sanctions :

- contre les sanctions ;
- pour l'amélioration des conditions de travail ;
- pour l'embauche de tous les précaires ;
- pour l'augmentation des salaires ;
- pour l'arrêt des mutations d'office de service en service.



Ces revendications approfondies et détaillées sont celles qui sont défendues depuis.

Le déroulement du conflit

La COMATEC emploie à peu près 1 200 personnes et dispose d'environ 400 intérimaires et contrats à durée déterminée. Par définition, ceux-ci ne peuvent faire grève, car ils n'ont aucune protection. La COMATEC les utilise comme des mouchoirs jetables, et ils lui sont particulièrement utiles pour faire cesser les grèves. Les décisions pour la suite du conflit se prennent en assemblée générale. Deux assemblées générales ont eu lieu avec l'inspecteur du travail, car la COMATEC a embauché de nombreux intérimaires depuis le début du conflit dans la plus parfaite illégalité. L'inspecteur du travail a refusé de vérifier les contrats d'intérim, comme il aurait dû le faire. Devant la gravité de la situation, et sous la pression des travailleurs, il s'est quand même rendu mercredi matin à Strasbourg-Saint-Denis. Il a constaté que des intérimaires travaillaient et a pris les noms, mais, dans le même temps, il évoquait le fait que c'était nor-

mal car ils faisaient parti du « service + ». Or ce service a été spécialement créé pour nettoyer les graffiti et non le métro.

Le 15 février, une lettre signée par le comité de grève (la CFDT, FO et la CNTF) et transmise à la direction demandait que la réunion des délégués du personnel prévue pour le 16 serve à engager la négociation. Jeudi matin, à 10 h, comme chaque jour, l'assemblée générale s'est tenue. Les assemblées générales regroupent de 250 à 300 personnes à chaque fois. A 10 h 30, les premiers incidents du conflit ont lieu à Strasbourg-Saint-Denis entre grévistes et non-grévistes. A 12 h, à Opéra, ça recommence. La police intervient en formant un cordon pour séparer tout le monde. Les non-grévistes portaient des couteaux, bref, ils étaient équipés. Un rapport de police a été établi. La COMATEC fait tourner les non-grévistes avec des vigiles et des chiens, ainsi que des huissiers pour constater les incidents.

Jeudi après-midi, les travailleurs ont manifesté devant le siège de la COMATEC pour que le comité de grève soit reçu. La COMATEC n'avait rien trouvé de mieux que d'accrocher une banderole aux fenêtres (apprécions la rapidité et imaginons l'argent dépensé) faisant référence à la défense des droits de l'homme, et appelant les organisations syndicales à se joindre à elle pour condamner l'agression des travailleurs le matin. Dans le cynisme on ne fait pas mieux ! Ce torchon a pu être décroché un peu plus tard. La direction en profitait pour bloquer l'entrée et refusa de recevoir qui que ce soit, sous prétexte des incidents du matin. Le vendredi matin, à l'assemblée générale, une nouvelle lettre était rédigée, lettre qui reprenait les revendications en les détaillant.

Tout le monde a attendu en vain le bon vouloir de la CGT, qui avait laissé entendre qu'elle rejoindrait le mouvement. La lettre fut portée en délégation au siège de la COMATEC. C'est en y allant, qu'à Nation il y eut de nouveau un affrontement entre grévistes et non-grévistes. Deux grévistes se sont fait mordre (pas gravement) par les chiens des vigiles. La lettre portée, et vu l'incident d'avant, en groupe et toute l'après-midi, les travailleurs de la COMATEC se sont occupés de vider les poubelles, mais sur les quais et non dans les sacs, dans les stations où la COMATEC avait utilisé des intérimaires pour faire le travail des grévistes, ce qui — en vertu de l'article L 122.3 du code du travail — est illégal. Même situation pour le samedi 18 février. A l'heure où cet article est écrit, on en est là. La COMATEC bloque toute négociation.

La grève est suivie à 90% par les titulaires la nuit, là où est effectué le plus gros du travail. La COMATEC, boîte réactionnaire, engendre de par ses pratiques un conflit très dur et très tendu. Les salaires sont très bas, puisqu'ils réclament 5 500 F net par mois et 3 F de prime de nuit de l'heure. Vu les salaires, l'effort financier et les dégâts de la grève vont être importants. Pour tout contact et soutien, vous pouvez contacter la CNTF (33, rue des Vignoles, Paris XX^e). Nous vous tiendrons régulièrement informés sur la suite de cette grève. N'oubliez pas d'écouter « Chronique syndicale » (Radio-Libertaire, 89.4 MHz, de 11 h 30 à 14 h 30 le samedi).

ALAIN
(Syndicat des transports CNTF)

PRISON

Les matons

« D'ABORD, nous n'avons pas besoin d'eux pour gagner, et en plus nous n'avons pas intérêt que cela se passe mal » (opinion d'un surveillant de Fresnes le 16 février 1989). « Plus personne du dehors, les visiteurs ne viennent pas. Les types, pour l'instant, ils raient mais c'est tout. Il y a des matons très énervés, ils nous cherchent. Alors ça va sauter, sûr à 100% » (opinion d'un détenu sorti de Fresnes le même 16 février).

L'histoire se répète, il y a quelques mois, pour la première fois, un mouvement chez les surveillants, mettait au devant de l'actualité la situation dans les prisons.

Rappelons que la stratégie des syndicats pénitentiaires d'octobre 1988 avait pour but avoué le blocage de ce qu'il est convenu d'appeler la « machine judiciaire ».

Rappelons que le mouvement dur et durable d'alors n'avait cessé qu'avec la promesse, du médiateur Bonnemaison, faite aux syndicats d'établir un rapport sur les conditions de vie des gardiens, assortis de propositions concrètes.

On peut souligner que, d'un point de vue strictement corporatiste, les gardiens et leurs représentants avaient gardé cette volonté d'en découdre, née d'une première apparition remarquée, aux yeux de l'opinion publique !

Que la plupart des « grévistes » n'aient pas lu le rapport Bonnemaison est une évidence, ce dernier a été tiré à 200 exemplaires !

Que les syndicats des surveillants « oublient » les 91 propositions les concernant et mettent en exergue 7 timides déclarations d'intention concernant les détenus est révélateur, pour le moins, d'un état d'esprit qui veut que chaque droit nouveau accordé aux détenus est un peu de pouvoir disciplinaire qu'on enlève aux gardiens.

Pour nous, en effet, tout droit, si infime soit-il, conquis sur l'arbitraire est une victoire pour les prisonniers et contre la prison...



Depuis longtemps, les détenus ont compris que dans un univers de non-droit, de négation et de destruction de l'individualité, il fallait qu'il y ait de leur part, une réponse collective. Celle-ci passe par des droits nouveaux, d'expression, de réunion et d'association à l'intérieur des prisons.

C'est ce qui se dégage, depuis 1973, des revendications des prisonniers.

Il suffit de voir la réaction de la Chancellerie face à ce type de revendications pour partager la conviction des détenus qu'elles sont fondamentales et qu'elles remettent en cause, au-delà des rapports internes taulard/matons, l'existence même de la prison.



L'actualité vient de montrer que lorsque le conflit opposant les surveillants à la Chancellerie s'enlise dans les négociations, les syndicats n'hésitent plus à « faire monter la pression » à l'intérieur des prisons. Ils n'hésitent pas à orienter leur stratégie en direction des détenus, prenant ainsi le risque de révoltes dans les centres de détention. Tout cela pour créer l'ultime rapport de force qui ferait aboutir leurs revendications.

La stratégie de la tension

Nous nous devons de dénoncer cette « stratégie » qui met le prisonnier en situation de véritable otage ! C'est « naturel », on vient de le montrer, pour la majorité des gardiens c'est quasiment un réflexe professionnel. C'est scandaleux lorsque cela devient le mot d'ordre d'un syndicat comme Force ouvrière ! C'est faire peu de cas du fait que les matons et les taulards viennent, en général, d'un milieu social identique.

Cette pression visant au bouillonnement, voire à l'explosion des prisons, se traduit par une « grève du zèle » de la part des surveillants, qui mettent un point d'honneur à appliquer, à la lettre, les règlements intérieurs en vigueur. Autant dire que l'arbitraire est à son comble aujourd'hui !

Il est une remarque nécessaire quant à cette grève du zèle. Elle pose en effet publiquement le problème du code de procédure pénal, l'application de ses dispositions en « temps normal » pour ce qui est de la discipline et du fonctionnement à l'intérieur des prisons.

Le but avoué de cette application stricte des règlements intérieurs est de déclencher la colère des détenus. Nombre de matons n'ont d'ailleurs pas attendu cette consigne syndicale pour la mettre en œuvre.

A contrario, les surveillants démontrent et admettent le caractère archaïque d'un code datant de l'époque napoléonienne ! Ils aboutissent ainsi à une conclusion de même nature que celle des détenus, qui dénoncent « naturellement » le règne de l'arbitraire ! C'est une convergence d'appréciation de la situation carcérale pour le moins paradoxale.

Nous ne pensons pas pour autant que soit déjoué, par là même, le piège tendu par l'administration pénitentiaire aux détenus et aux gardiens : celui de leur inéductible opposition, à son profit unique !

Quant tout est possible pour les matons. Et que rien n'est permis pour les détenus...

Il reste des Bastille à prendre...

NICOLE et PATRICK

ENSEIGNANTS

Pour le retrait du plan Jospin

C'EST encore en ordre dispersé que les enseignants ont répondu au plan Jospin. En effet, si Jospin s'attaque à toutes les catégories enseignantes en même temps et que celles-ci ont à affronter les mêmes types de mesures, c'est dans des cortèges différents qu'elles seront allées rue de Grenelle, le 1^{er} février pour les instituteurs et le 6 février pour les professeurs.

Cette dispersion des forces s'explique d'une part par les intérêts syndicaux particuliers du SNES (où la tendance U et A est majoritaire) face à la création d'un corps de collège signifiant une perte d'influence considérable pour eux dans le secondaire. D'autre part, la revendication du corps unique n'est pas un thème cher aux professeurs du secondaire qui, dans l'ensemble, considèrent d'un mauvais œil l'élévation de la qualification des instituteurs, qu'ils perçoivent comme un abaissement de leur propre qualification.

Suite à la manifestation du 1^{er} février réunissant 15 000 instituteurs, Jospin renonce à la création d'un corps spécifique des professeurs de collège, il annonce sa volonté de créer un douzième échelon dans la carrière des instituteurs et de réhausser le niveau de recrutement des instituteurs à la licence en 1992. Aussi, le SNES suspend sa grève du 17 février, tout en maintenant sa manifesta-

tion du 4 mars. Pourtant, ces mesures montrent que Jospin n'abandonne pas le cadre de hiérarchisation contenu dans la loi d'orientation, il se contente simplement d'en enlever quelques barreaux. Aujourd'hui, pour les directions syndicales, il n'est pas question de retrait du projet, elles se contentent de négocier les critères sur lesquels on passera d'un grade à l'autre !

Les dangers de ce plan ne sont pas écartés, aucune mesure visant à une quelconque amélioration des conditions de travail ne se dessine, bien au contraire, et pour ce qui est des salaires, c'est bien pis ! Les dernières augmentations salariales se sont traduites par une baisse sur les fiches de paie due à l'augmentation de la cotisation à la Sécurité sociale ! Depuis la rentrée, le mécontentement allait croissant dans les écoles où l'on voyait de plus en plus avancer les revendications d'augmentations uniformes pour le personnel enseignant et non enseignant et une diminution conséquente du nombre d'élèves par classe.

Aucun débouché n'avait été apporté à ces revendications, si ce n'est les sempiternelles grèves de 24 heures de plus en plus mal perçues, que ce soit du côté des syndicats ou des non-syndiqués. Des assemblées générales d'enseignants se sont réunies sur ces thèmes mais n'ont pas abouti.

Là-dessus, Rocard et Jospin sortent leur projet : c'en est trop !

En Bretagne, des enseignants appellent à des manifestations, forment une coordination réclamant le retrait du plan Jospin, une augmentation de 2 000 francs pour tous et une loi de programmation. Ils appellent à la grève reconductible décidée en assemblée générale dans les établissements.

A Paris, le Comité de mobilisation des instituteurs parisiens (CMIP, ancien comité de liaison de la coordination contre les maîtres-directeurs) appelle les comités de liaison de la région parisienne à tenir des assemblées générales dans les écoles, pour parler du plan Jospin. Le moyen d'action de la grève reconductible y est également envisagé.

La mobilisation continue

Le 1^{er} février, après la manifestation, le CMIP se réunit pour décider des suites à donner à la journée. La mobilisation continue.

L'idée de la grève reconductible a fait son chemin. Un appel est lancé pour la commencer le 28 février partout où c'est possible dès cette date, et très rapidement pour les autres. Et pourquoi ne pas faire du 4 mars une journée de convergence, puisque le SNES appelle à manifester à cette date ? Une journée de convergence, certes, il est difficilement compré-



hensible que les forces enseignantes ne se retrouvent pas à un moment donné. Mais là, la coordination achoppe sur le même problème que les syndicats : le corporatisme à la vie dure. Il existe deux coordinations enseignantes, l'une composée d'instituteurs, et l'autre de professeurs... les spécificités des deux corps nécessitent-elles cette séparation ? Ne serait-il pas possible un jour que les enseignants fassent table commune autour de problèmes communs : les problèmes de l'éducation. Mais, il se dessine une autre limite des coordinations, elles n'ont pas de prétentions pédagogiques.

Malgré tout, les coordinations sont un outil pour structurer des luttes de syndiqués et non-syndiqués sur des objectifs précis. Partant des problèmes concrets des différents secteurs d'activité, elles ne peuvent être que catégorielles. Mais, en rassemblant les syndiqués (de toutes les organisations) et les non-syndiqués, elles constituent un instrument capable de dépasser les divisions syndicales et sont un formidable outil d'apprentissage à l'auto-organisation qui, malheureusement, n'existe plus ailleurs.

Monique FIGAROL

Un plan de plus : le plan Jospin

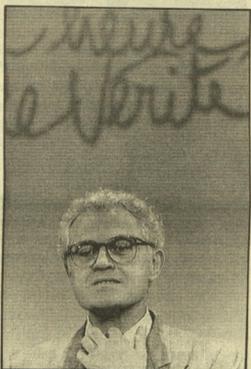
ENCORE un plan pour « l'Éducation nationale » ! Encore un ! Oui, mais celui-ci, il est de taille : Jospin veut tout « changer ». Les raisons de son plan sont bien connues : le rendement du système éducatif (argent injecté par rapport aux résultats obtenus) est nul, comparé à celui de la plupart des pays de la CEE. C'est-à-dire que : d'un côté, il n'y a pas assez d'élites formées et que, de l'autre, le taux d'échec scolaire est trop élevé. Dans une optique réformiste classique, la solution « intelligente » consisterait à enrayer d'abord les sureffectifs (selon le ministère de l'Éducation nationale, 1 050 classes comportaient plus de 40 élèves en 1987-1988), ce qui implique la construction de nouveaux bâtiments scolaires ; ensuite, recruter plus d'enseignants, ce qui implique d'abord une augmentation radicale de leurs salaires ; ensuite, revoir tout le système éducatif et particulièrement celui des filières, qui sont trop renfermées sur elles-mêmes. Et tout ceci implique bien sûr des moyens : beaucoup d'argent. De l'argent, l'Etat en a ; mais pas pour l'éducation.

La méthode à « Jojo »

Car le plan Jospin veut résoudre les problèmes en employant une deuxième méthode, qui revient beaucoup moins cher que l'autre : oui, on formera plus d'élites, mais en installant un super-bac très sélectif. Les redoublements ? On les supprimera, tout simplement — ceci évidemment dans la section des bacs-nuls (ainsi, 80% d'une classe d'âge aura le bac, grâce à une baisse du niveau demandé, mais surtout par un développement et une généralisation massive des bacs professionnels, créés récemment, allant du boulanger ou charpentier au technicien en mécanique). Ce système permettra d'abord d'orienter préco-

redoublements, mais en fonction de résultats peut-être insignifiants) tout en maintenant de nombreuses passerelles entre les filières pour leur permettre de changer rapidement d'orientation si nécessaire.

Dans le même temps, le bac disparaîtra en tant que diplôme national : c'est la conséquence de la formule « les programmes deviendront des cadres de référence » qui n'est pas mauvaise en soi, mais qui dans la pratique conduira à une hiérarchisation officielle entre les lycées (et sachant qu'aujourd'hui seulement 20% des fils d'ouvriers ont le bac contre 75% pour ceux des professions libérales, on voit très bien quels lycées seront à la traîne).



La loi d'orientation passera à l'Assemblée nationale fin mars : pour l'instant, on se base sur l'intervention de Jospin lors de la table ronde du 17 janvier et sur les « discussions » entre le ministère et les syndicats (auxquels on a dit d'ailleurs des choses contradictoires). Cette intervention est très floue (on se demande pourquoi !), et on constate un décalage entre ce qu'il proposerait et ce que ça donnerait en réalité : ainsi, Jospin dit vouloir

lutter contre l'encyclopédisme, mais pour lui ceci signifie simplement les programmes actuels (cf. le « SMIC culturel »), et non mettre en place des pédagogies créatives (d'ailleurs, dès l'année prochaine, les lycéens en auront une heure de cours en moins par semaine, alors que l'on continue à supprimer les options « rares » (arabe, latin, grec, russe, etc.) et aussi les moins rares.

Un enseignement à deux vitesses

En ce qui concerne les enseignants, il ne s'agit pas de l'augmenter réellement : une hausse des salaires sera accordée seulement à ceux qui courberont le plus l'échine (ce que Jospin, avec son système de grades, appelle « les meilleurs » !). Ceci ne concernera que 10 000 instituteurs sur 350 000. Ceci (ainsi que son projet de corps spécifiques, finalement abandonné) visait à augmenter les dissensions entre les différents corps d'enseignants.

Le plan comporte encore de nombreux points, dont un développement de relations école/entreprise (généralisation des stages en entreprise, peut-être dès la 6^e) ; ces mêmes entreprises participent en échange au financement du budget de l'établissement, d'où de nouvelles inégalités en perspective et l'installation officielle d'un enseignement à deux vitesses.

Avant même sa présentation, ce plan avait été approuvé par les bureaucrates à la tête de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) qui avait donc « secrètement » pactisé avec le gouverne-

ment. Mais, d'une part, elle fut débordée par la base, surtout chez les instituteurs (1) ; ainsi des coordinations départementales et régionales se sont montées partout en France : on s'organise en dehors des syndicats. La journée d'action



du 28 février, si elle a lieu, aura été décidée sans les syndicats. D'autre part, le SNES (Syndicat national de l'enseignement secondaire) s'est rapidement mobilisé contre le projet. Il faut savoir que le SNES est dirigé par la tendance « Unité et Action » (communiste) de la FEN, minoritaire derrière la tendance socialiste « Unité, Indépendance et Démocratie » qui dirige la fédération. Les communistes aimeraient donc bien renforcer leurs positions au sein même de la FEN, surtout en ces temps de recomposition syndicale. Maintenant, la FEN, débordée

par sa base, a une attitude mi-figue mi-raisin, critiquant « l'incohérence » du gouvernement. Seul le SGEN-CFDT trouve ce projet génial.

Du côté des lycées

Côté lycéen, où ça a sporadiquement bougé, la FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne), filiale lycéenne de l'UNEF-ID qui ne regroupe pratiquement personne, a pourtant été invitée à la table ronde du 17 janvier : entre copains du même parti on s'aide ! Elle s'aligne sur les positions de la FEN : oui au plan, mais plus d'argent pour le financement (« l'emprunt de 30 milliards »). Cependant, il y a deux semaines, une nouvelle initiative a vu le jour : des lycéens « indépendants » appelleront à la création d'un comité inter-lycées d'infos sur les réformes. Ces lycéens sont en fait issus (deux hypothèses) : soit de la tendance jospiniste de l'UNEF-ID, soit carrément du courant convergence (pro-Jospin) du PS. En effet, la tactique consiste à canaliser un éventuel mécontentement, et à le diriger non contre Jospin mais contre Rocard, en jouant sur une loi de programmation (Rocard est contre une telle loi strictement budgétaire, alors que Jospin est pour). Entre copains du parti, on s'entretient !

Quoi qu'il en soit, il est clair que le plan Jospin ne va pas améliorer les choses, qui ne peuvent d'ailleurs rester en l'état actuel. Une éducation au service des enfants permettant l'épanouissement et la créativité reste à construire. C'est ce que se proposent de faire les anarchistes.

J.-R. LINEKATZ
(Gr. Flores-Magón)

(1) N'oublions pas que la FEN est une fédération de syndicats des différents corps d'enseignants.

ANTIMILITARISME

Les états généraux contre la militarisation

LORSQUE l'on parle de l'armée, on pense immédiatement à ces millions d'hommes morts pour le prestige et la puissance des Etats. L'armée est un instrument à part entière du

puvoir, d'ailleurs sans elle celui-ci n'existerait pas. Les seuls à profiter d'affrontements militaires sont ceux qui les façonnent, les provoquent ; ceux qui, bien tranquilles à l'arrière, bouffent du caviar pendant que les peuples s'affrontent. Le but essentiel des armées est de faire la guerre, mais ce n'est pas le seul. Se trouver un ennemi est un bon moyen pour renforcer la cohésion sociale et diminuer les troubles intérieurs. L'armée contraint l'individu à la soumission, à une hiérarchisation stricte et au respect de l'autorité. Et ce n'est pas M. Henu qui nous démentira : « Il ne pourra plus y avoir d'insoumis si la gauche est au pouvoir... si des jeunes ne se soumettent pas, c'est qu'ils sont contre le socialisme. » (M. Henu, 1974). Le militarisme a plusieurs usages, dont le plus visible est celui de l'armée, des ordonnances de 59, de la police qui ne fait que réprimer, de la gendarmerie qui tue dès qu'elle en a l'autorisation, de la France démocratique œuvrant pour les droits de l'homme et premier exportateur d'armes par habitant.

Le second visage de l'armée

Le second visage de l'armée est quant à lui plus difficile à discerner car il ne se limite pas aux casernes. L'acteur social, comme le soldat, au nom de la nécessaire prospérité de « son » entreprise et de « sa » nation, doit obéir aux mêmes valeurs : primauté d'un soit disant intérêt général et soumission à l'autorité.

La lutte contre cette vermine qu'est la militarisation, la guerre,

est nécessaire et doit s'amplifier à tous moments et dans tous les lieux. L'obtention du statut d'objecteur de conscience a été une chose positive, mais le rafistage militaire ne peut être une finalité car c'est la suppression de l'armée qu'il faut obtenir. De la même manière, lutter simplement pour un désarmement complet et unilatéral est utopique, car on ne peut dissocier l'armée et l'Etat, l'armée et l'organisation de notre société.

Les « socialistes » et l'armée

Malgré ses tueries, malgré la répression et le contrôle de chaque individu dans sa vie quotidienne, l'armée reste intégrée dans notre société et n'est pas mal aimée par la population. Mais le pouvoir « socialiste » ne se contente pas d'apprécier la situation. Ils avancent à grand pas pour enlever chez nos jeunes et moins jeunes français tout esprit allant à l'encontre de l'armée.

Les socialistes nous refont le coup du protocole d'accord armée-éducation de 1982. Jospin et Chevènement s'entendent à merveille. On peut déjà apprécier certaines mesures : dans quelques villes, des conférences sur la notion de défense et l'instruction militaire sont organisées dans les écoles normales (certains pour que, à la différence des anciens, les futurs instituteurs puissent enseigner à nos chers enfants *La Marseillaise*). De plus en plus souvent, des professeurs absents sont remplacés par des appelés du contingent, la coopération entre la recherche universi-

taire et la recherche militaire doit être encore accentuée...

Les deux ministères parlent de favoriser et de faciliter l'intégration dans l'Education nationale de militaires retraités. Au mois d'octobre 1988, Chevènement proposa une réforme du service national et la possibilité d'être « volontaire européen pour le développement », ce qui consistera à faire du soutien scolaire, de l'aide aux handicapés. Rien de mauvais en apparence et même, avec beaucoup de naïveté, on pourrait soutenir un tel projet. Mais il serait grave, et c'est le but recherché, de tomber dans ce marché de dupes qui est d'oublier ce qu'est réellement l'armée. Pour toutes ces raisons et ces nouvelles données, les militaires devenant de plus en plus malins (prenant même à l'assaut

la FM, avec Aventure FM), le statut d'objecteur perdant son sens antimilitariste, des états généraux contre la militarisation auront lieu à Carnaux du 4 au 8 mai 1989. Le but de ces états généraux est d'analyser la situation actuelle de l'antimilitarisme, de discuter des perspectives du mouvement antimilitariste et d'étudier les ripostes possibles face à la politique militaire de nos gouvernements et donc de donner (ou de redonner) une dynamique au mouvement.

RÉGIS
(Gr. Albert-Camus)

Pour toutes informations sur le déroulement de ces états généraux : GEAC, 1 bis, rue Granat, 31000 Toulouse.

Etats généraux contre la militarisation

• Le lieu.

Centre de vacances de Saint-Benoit de Carnaux 5 km de la gare de Carnaux (ligne Toulouse-Rodez), situé à l'intérieur d'un bois et à 200 m d'un lac, lieu isolé.

• Les structures.

Composé de trois bâtiments en dur, une grande salle pouvant contenir 200 personnes, une salle moyenne (80 personnes environ) et une structure abritant quelques petites pièces. Le centre abrite des sanitaires et du matériel de cuisine pour collectivité.

Le camping est possible tout autour des bâtiments.

• Le collectif organisateur est constitué des organisations suivantes : CNTF (Confédération nationale du travail); COT (Collectif des objecteurs tarnaïs); CLÉA (Coordination des lycéens et étudiants anarchistes); FA (Fédération anarchiste); 103-MAN (Mouvement pour une alternative non violente); MOC (Mouvement d'objection de conscience); UPF (Union pacifiste de France).

La faune et la flore

LE 27 décembre 1985, Dian Fossey est assassinée au Rwanda. Le 21 décembre 1988, Chico Mendès subit le même sort au Brésil. Ces deux meurtres relèvent de la même finalité : éliminer deux défenseurs de la nature qui, par leur action, perturbaient braconniers et latifundistes dans leur sale boulot. Depuis 18 ans, Dian Fossey, au-delà de l'étude scientifique du gorille de montagne, avait pris fait et cause pour sa défense, face au carnage dû à un braconnage intensif : de 650, leur nombre est passé à 250 en 1987 ; de ces magnifiques animaux en voie de disparition, les braconniers coupent tête, mains et testicules, qui, une fois naturalisés, étaient revendus à de riches « collectionneurs » surtout américains. Il paraît qu'une main de gorille transformée en cendrier fait beaucoup d'effets sur ses invités ! Moins connu, Chico Mendès avait, lui, pris fait et cause pour arrêter le massacre de ce poumon de la Terre, qu'est l'Amazonie : 50 hectares à la minute sont détruits par la colonisation agricole et industrielle. Le Brésil tente de régler sa dette au FMI en sacrifiant cette forêt unique, vieille de 130 millions d'années et qui abrite 70% de la totalité des espèces vivantes du globe.

Au-delà de ces deux personnalités et de leur secteur de lutte, nous pourrions citer d'autres cas de destruction de la faune et de la flore : les éléphants d'Afrique, dont le malheur est de posséder des défenses en ivoire, ivoire très prisée notamment au Japon et dont certains Etats africains ont fait une monnaie d'échange pour acheter...

des armes. La liquidation du rhinocéros noir d'Afrique, dont la corne sert à fabriquer des manches de poignards aux riches yéménites, et dont le broyat est très prisé dans le sud-est asiatique pour ses vertus... aphrodisiaques. On pourrait multiplier les exemples de la glorieuse suprématie de l'homme sur la nature (disait Engels) : peaux de calmans et de serpents, peaux de pandas géants qui font fureur au Japon, sans parler du commerce international de faune vivante qui approche les 13 milliards de francs par an rien qu'en France ! Enfin, il faudrait y ajouter le trafic d'animaux domestiques comme, par exemple, les chiens dont les industries pharmaceutiques et cosmétiques font une énorme consommation : une filière française vient d'être démantelée en décembre 1988, le trafic ayant porté sur quelques 2 500 animaux en 2 ans !

Les lecteurs du *Monde libertaire* risquent d'être surpris de trouver dans ses colonnes un article qui se préoccupe de gorilles, de pandas ou d'autres bois exotiques. Le drame de l'Arménie, les enfants palestiniens, les prisons chiliennes ou sud-africaines, la faim en Ethiopie, l'affaire Péchiney ou la succession d'André Bergeron à la tête de FO, sont des sujets plus dignes d'un hebdomadaire anarchiste. Des organisations comme le WWF, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) et d'autres, plus spécifiques, se chargent de sensibiliser le grand public et interviennent auprès des Etats pour essayer de régler ces questions du survie de la faune du globe. Il paraît donc mineur, voire puéril, de

s'intéresser au sort de quelques espèces animales qui, tôt ou tard, disparaîtront de la planète, darwinisme oblige. Entre un enfant qui cherche sa pitance dans les décharges d'ordures au Brésil et cinq gorilles que l'on tue pour récupérer un jeune destiné aux zoos occidentaux, tout un chacun, un anarchiste compris, appliquera cette mathématique de l'absurde qui consiste à « choisir » la défense de l'humain. D'autres rétorqueront que le braconnage de ces animaux fait vivre des centaines de familles guyanaises, thaïlandaises ou africaines, et que la solution à ces destructions est politique : je partage pleinement cette analyse politique, mais en attendant la révolution miracle, des milliers d'espèces animales et botaniques disparaissent depuis un siècle. Certains politiques nous ont déjà fait le coup lorsque les femmes ont voulu prendre leur avenir en main : « Qu'elles retournent à leur fourneau et aussitôt que le matin du grand soir viendra, le machisme et la phallocratie tomberont d'eux-mêmes ! »

Je ne suis pas de ceux qui partagent cette optique, et que m'importerait un monde « sans Dieu ni maître » dans lequel le dernier éléphant quémèderait une croûte de pain rassis au zoo de Vincennes, ou un monde « sans Dieu ni maître » avec du béton à la place de la forêt amazonienne. Un dernier mot : allez voir le film *Gorille dans la brume* et vous comprendrez tout de suite pourquoi un anarchiste a à intégrer au même titre son combat pour l'homme et son combat pour l'animal... sans hiérarchie ni exclusive.

Gérard DUPRÉ

Le mépris considéré comme une morale

De L. F. Céline à Jean Anouilh, de Claude Autant-Lara à José Giovanni ou Claude Lelouch, de Jean Gabin à Alain Delon, la contestation franchouillard ne manque pas de besogneux. Ce que certains appellent l'« anarchisme de droite » fait son chemin encore de nos jours, et son audience s'inscrit dans une France profonde, à la Pagnol, du « Café du Commerce », comme partout ailleurs, où la France se révolte dans ses charentaises.

Des prises de positions publiques de ces acteurs, écrivains, chanteurs, combien n'en avons nous pas entendues heurter violemment l'actualité et tenir un discours de révolutionnaire... de droite : la peine de mort (Delon, Sardou, etc.), les valeurs, l'identité, la culture française (Autant-Lara, par exemple)... Se souvient-on de Céline se réclamant anarchiste, néanmoins antisémite, et qui va se réfugier, en 1944, dans l'Allemagne nazie.



Sardou.



Gabin.

De ces contestataires en « gueule » se nourrit un public qui a besoin de se situer sur des problèmes qu'il ne maîtrise pas. Ce sont eux qui alimentent le ferment de l'hypocrisie rampante face à la misère, l'inégalité, le mensonge...

Si, dans le concret, l'expression « anarchiste de droite » demeure un contre-sens, elle n'est d'utilité relative qu'à quelques intellectuels bourgeois qui, loin de remettre en cause leurs privilèges dans l'injustice générale de la société actuelle, sont conscients de cette ignominie. Ils prennent leurs distances, non par rapport aux causes mais aux conséquences, en se déclarant « anarchistes de droite » ; ce qui, à leurs yeux, est une façon de se dégager du dilemme, quitte à paraître affecter d'une certaine misanthropie, voire d'un certain masochisme. Le non-sens devient alors alibi. Cet aspect prend ses racines dans les années 30, avec un Cercle Proudhon qui rassembla des éléments syndicalistes et de l'Action française de l'époque, et qui fonda sa réflexion sur certaines thèses élitistes, notamment celle d'un fédéralisme aristocratique, qui inspirent encore de nos jours d'autres excités monarchistes et des groupuscules d'extrême droite.

Du mépris considéré comme une morale à l'aspiration d'un ordre nouveau avec un retour aux bonnes vieilles valeurs, voilà ce que drainent, en prenant un grand raccourci, ces ras-le-bol à la Poujade : ces non-conformistes de parade ne peuvent que nuire à une émancipation prochaine. Ce délire bourgeois sur les réalités quotidiennes est une provocation, une de plus, à la condition humaine, il dévie la pensée des masses qui a déjà bien assez de mal à s'y retrouver...

Hugues SETE

URSS

Communauté : Obsjina

La nouvelle politique pratiquée par les dirigeants soviétiques provoquant des événements sûrement non prévus dans le programme officiel ! Pendant soixante-dix ans, le tsarisme rouge a tenté d'éliminer toute opposition politique et d'extirper toute opinion contestataire. En pure perte. Une preuve supplémentaire nous en est donnée par le compte-rendu du voyage de jeunes militants de la SAC à Moscou en novembre 1988. Ce texte est paru une première fois dans *Brand* (journal anarchiste suédois) et traduit dans *Libericana Ligilo* (bulletin anarchiste espérantiste). C'est ce dernier texte que nous avons adapté pour le *Monde libertaire*.

Y. PEYRAUT

« **L** E socialisme sans la liberté, c'est la tyrannie. La liberté sans le socialisme, c'est la barbarie ! », ces slogans lancés par Bakounine il y a un siècle retentissent de nouveau à Moscou. Un grand nombre de groupes informels, qui sont apparus à la faveur de la glasnost, ont pris Bakounine et Kropotkine comme sources d'inspiration. Nous avons rencontré Olga et Volodja du groupe socialiste-libertaire Obsjina. Les 18, 19 et 20 novembre 1988 ont été des dates historiques à Moscou. Lors de ces trois jours a été préparée la réunion « Next stop : soviét » (« Prochain arrêt : soviét »), qui réunira des Soviétiques et des Scandinaves à l'automne 1989 en Russie, rencon-

tre qui rassemblera 5 000 jeunes scandinaves (acteurs, libertaires, biologistes, journalistes, etc.) et autant de russes.

Bonne occasion pour traverser le rideau de fer des barbelés, et celui des préjugés et de l'ignorance.

Il existe des groupes « Prochain arrêt : soviét » en Suède, au Danemark et en Russie. La rencontre de novembre 1988 n'avait qu'un rôle de préparation, avec la participation de soixante jeunes scandinaves qui ont pu fraterniser avec des centaines de Russes.

Dès le premier jour, nous, les libertaires, fûmes invités dans la maison de Volodja, anarchiste et professeur d'histoire, un des fondateurs du groupe informel Obsjina.

Obsjina signifie « communauté ». Le groupe a été fondé « officiellement » en mai 1987, mais il existait depuis de nombreuses années comme groupe clandestin. En liaison avec la perestroïka, le groupe Obsjina et des centaines d'autres groupes politiques informels peuvent agir au grand jour.

Notre hôte nous donna une foule d'informations sur la situation en Union soviétique, sur les manifestations organisées par Obsjina, le mouvement des Verts (qui est important) et les difficultés d'agir de manière informelle. C'était pour nous un moment inoubliable de boire le thé en discutant tranquillement avec deux Russes citant Bakounine ! Cela nous a amené à préciser notre opinion concernant la Russie.

Evidemment, avant notre départ de Suède, nous n'avions pas une haute idée de la glasnost et de la perestroïka. Nous ne pouvions imaginer qu'il serait aussi simple de rencontrer des socialistes libres sans avoir un membre du parti sur le dos. Nos amis russes ont quand même précisé qu'une telle chose aurait été impossible il y a deux ans. « Next stop : soviét » n'avait pas été autorisé alors ; de même, l'« ordre » peut être rétabli demain et régner de nouveau, mais de façon plus sévère.



M. Gorbatchev.

Quoi qu'il en soit, la glasnost n'est pas seulement un slogan, elle bout maintenant derrière le rideau de fer. Gorbatchev et ses compagnons ont un peu allégé la pression totalitaire, et les « radicaux » profitent de l'occasion pour s'organiser. Mais, entre Gorbatchev et le peuple, il existe une énorme masse grise : la bureaucratie, qui n'est pas favorable au changement.

Quelles sont les activités de Obsjina ? Ils éditent un journal clandestin bi-hebdomadaire du même nom. Il est réalisé en 120 exemplaires suivant le principe de la « pénurie de papier », c'est-à-dire qu'il est manuscrit, recopié, envoyé dans cinquante villes où il est recopié, etc. Le journal possède des correspondants dans les principales villes, et il rend compte des grèves, des manifestations, etc., dont ne parle jamais, ou mal, la presse du parti.

La plupart des adhérents de Obsjina sont enseignants, journalistes

permis de conférer une semi-officialité à la FD.

« Cela nous a servi d'être aussi parfaitement acceptés », nous a confié Serge. « Sommes-nous si inoffensifs ? ». Mais les choses reviennent à une certaine « normalité ». Quelques jours avant la tenue de la réunion de « Next stop : soviét », le comité central du Komsomol a indiqué que la FD était une menace contre le Komsomol et l'Etat soviétique. « Nous avons mieux compris ! », commente Serge en riant.



Manifestation d'Obsjina en mai 1988.

et étudiants, mais ils ont des contacts avec les travailleurs par l'intermédiaire de la « Fédération des clubs socialistes » et la « Fraction démocratique » (FD). Il y a beaucoup d'enseignants parce que ce sont les étudiants en histoire qui dénichent le plus facilement les auteurs socialistes non léninistes.

Les adhérents de Obsjina ne se déclarent pas anarchistes. Ils ne se préoccupent pas d'issues, mais ils pensent que le but essentiel est de réaliser le programme communiste : disparition de l'Etat et de sa bureaucratie, pratique du fédéralisme et de l'autogestion.

Les anarchistes russes comme Bakounine et Kropotkine sont leurs principales sources d'inspiration. Leur organisation fédérale et leur pratique du contrat mutuel fait penser aux tendances à l'autonomie existant en Europe occidentale. La différence vient de ce qu'ils vivent dans un pays où le socialisme existe sur le papier et où pré-existent des structures révolutionnaires.

En effet, il existe des soviets ouvriers et paysans, mais le problème est que le pouvoir ne vient pas de ces structures mais du parti, du sommet. Ce qu'Obsjina veut changer.

Le jour suivant, nous avons rencontré Serge et Olga, tous deux membres d'Obsjina, dans le local de « Next stop : soviét ». Il y avait dans le hall des membres de Komsomol (jeunesse communiste). Nous avons laissé là les bolchéviques et sommes allés dans une pièce où Obsjina pouvait se réunir.

Il se révéla que Olga et Serge étaient aussi membres du Komsomol. Pour des raisons pratiques. C'est le cas de la plupart des jeunes intéressés par les questions politiques. Serge nous a expliqué que la FD est l'opposition socialiste au sein des Komsomol. Il y a quelques années, ce phénomène était impensable, mais dans cette période de glasnost, le Komsomol ne veut plus assumer le rôle ridicule d'une organisation monolithique. Cela lui a

Au sein de la FD, qui possède trente groupes à Moscou, cohabitent des hommes très divers, des libertaires aux sociaux-démocrates. L'essentiel est qu'on soit socialiste et que l'on veuille plus de démocratie. De nombreux membres de la FD participent également à la vie de centaines de groupes politiques officiels.

En dehors d'Obsjina, existent d'autres groupes libertaires comme « l'Alliance » et « les jeunes communs ». Ces groupes sont souvent fédérés dans la « Fédération des groupes socialistes », organisation-parapluie créée en août 1987. Le but de cette fédération est de créer, en s'appuyant sur la perestroïka, une société sans classe et autogérée.

Le dernier jour, nous sommes allés à une réunion de la FD. Dans le métro, nous avons rencontré Fjodor, membre de « l'Alliance » (le nom vient d'une des organisations créées par par Bakounine). Malheureusement, la rencontre a été très brève et nous avons juste pu apprendre que ce groupe édite un journal, « La barricade ». Ensuite, nous avons assisté à la réunion de la FD, où la discussion était vive. Un membre d'Obsjina était assis à la tribune en train de polémiquer ; il donnait l'impression d'être un orateur convaincant et, à côté de lui, il y avait un buste de Lénine, un drapeau noir et des banderoles avec le slogan : « Vive la Fraction démocratique » ! Il y avait à peu près 80 personnes de tous âges dans la salle, et quand quelqu'un fit l'information : « Il y a des anarcho-syndicalistes suédois avec nous », alors s'éleva un murmure qui se transforma rapidement en applaudissements chaleureux.

On nous montra la bibliothèque de la FD où sont stockées les publications samizdat. En septembre 1989 nous essaierons de retourner à Moscou.

MINTON

BERLIN

La surprise est alternative

LES cris d'horreur, dans la presse mondiale, sur la percée de l'extrême droite aux récentes élections berlinoises ont fait passer plutôt à l'ombre le véritable vainqueur : la Liste alternative (AL), donc l'extrême gauche, avec presque 12%. Et le suspense plane toujours, car ce résultat n'écrase pas seulement le Sénat chrétien-démocrate (CDU) corrompu, mais il met également dans une situation délicate les sociaux-démocrates (SPD) ; tout en posant à la triomphante AL certaines questions de conscience.

Dans les bureaux de l'AL, à la mairie de Berlin-Kreuzberg, nous rencontrons la souriante Traude Chrysantheu. A l'âge de 18 ans, elle est arrivée à Berlin pour des études de sciences politiques et est devenue depuis une « Kreuzbergoise passionnée ». Son curriculum politique est typique de celui des membres de l'AL : démarrage dans les milieux de l'extrême gauche (« Die Szene », comme cela s'appelle ici), des mouvements de squat. Cela l'amène bientôt à l'AL. En 1985, elle est élue au Parlement du district de Kreuzberg. Responsable, entre autres, des contacts internationaux, comme le jumelage entre Kreuzberg et San Rafael del Sur au Nicaragua, elle travaille entre 15 et 20 heures par semaine dans ce « parlement du soir ».

— « Monde libertaire » : Peux-tu nous raconter brièvement les origines de la Liste alternative ?

— Traude : Dans les villes à statut spécial comme Hambourg, Brême et Berlin, l'AL fut le « pré-curseur » des Verts, fondée deux ans avant eux, en 1979. Mais il faut souligner leurs différences. L'AL réunissait un tas de groupes bariolés, un véritable melting-pot, avec, comme premier slogan électoral en 1980 : « Et maintenant nous votons pour nous-mêmes ! ». A Berlin, l'aile droite de la SPD gouvernait, avec la corruption et le patronage devenus sinistrement célèbres. La fondation de l'AL se faisait parallèlement aux occupations de maisons ; cette réaction aux projets de démolition d'immeubles et d'autoroutes urbaines, qui entraînaient la destruction de structures sociales, la crise aiguë du logement. Un autre détonateur fut le déclin du mouvement des étudiants. La création d'une « liste » — pas un parti ! — alternative a politisé et motivé beaucoup de personnes, car, enfin, cela leur donnait la parole dans le rayon de leurs possibilités

propres. Des idées anarchistes aussi bien que des idées marxistes y sont entrées. Une vraie « démocratie de base ! »

— ML : Et quelles sont les différences avec les Verts ?

— T. : L'élément « vert », protection de l'environnement, a joué aussi sur la bourgeoisie, plus libéral-écologique. L'AL est explicitement de gauche.

— ML : Vos rapports avec les autonomes ?

— T. : Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui veulent créer une conscience politique par la marginalisation, mais nous nous déclarons politiquement solidaires avec les autres.

— ML : Parles-nous du « modèle Kreuzberg ».

— T. : Kreuzberg, en 1979, était l'arrondissement le plus misérable de Berlin, un district prolétaire par excellence. Depuis, les structures ont changé. Les vieilles personnes sont mortes, les ouvriers sont partis dans les HLM d'autres arrondissements. En 1980, il y avait encore ici le plus grand pourcentage de personnes âgées. Aujourd'hui, c'est le plus grand pourcentage de jeunes : 34% ont moins de 30 ans ! Les « normaux » disparus, une population orientée vers des expériences s'installa ; des communautés, des squatters, des ateliers avec projets autogérés. Dans des usines vides, des artistes ont emménagé. L'arrivée des travailleurs immigrés a créé un mélange culturel. Des jeunes objecteurs de conscience affluaient de la RFA.

Aujourd'hui, Kreuzberg est aussi le district avec le plus grand taux de chômeurs. Et, autour du Kottbussler Tor, 32% des habitants vivent au-dessous de la limite de la misère. Pourtant, cette structure pas ordinaire a fait que spontanément des initiatives multiples des locataires, dans les rues, se sont créées. La force unifiée de la « rue » a réussi à freiner la démolition des immeubles, a obligé le Sénat à adopter un programme de rénovation. Une modification des priorités s'est développée : les hommes avant les voitures. Dans beaucoup de rues, la vitesse est aujourd'hui limitée à 30 km/h.

Oui, Kreuzberg me semble comme un grand atelier expérimental, supervisable, où certaines utopies peuvent se réaliser. La participation des personnes concernées est plus forte que partout ailleurs. Pourtant, on voit aussi les limites : les gens ne sont « activables » que quand ils voient les résultats concrets.

(Lire suite page 8)

OBSJINA

« JUSTICE »

Des militants italiens menacés d'extradition

Le 23 septembre 1988, Giovanni Alimonti et Enrico Villimburgo ont été arrêtés dans la région parisienne, sur la base de mandats d'arrêt émis contre eux par les autorités italiennes.

Venus, comme beaucoup d'autres militants italiens, se réfugier en France, leur arrivée, début 1986, avait précédé de quelques mois le procès dit « Moro ter » de la colonne romaine des Brigades rouges. Ils comptaient en effet parmi les 172 inculpés de ce procès dont les chefs d'inculpation collectifs avaient motivé les mandats d'arrêt émis à leur encontre.

Dès leur arrivée en France, G. Alimonti et E. Villimburgo avaient pris contact avec des avocats par l'intermédiaire de l'Association d'entraide et de solidarité

des réfugiés italiens vivant en France (AESRIF, association régie par la loi de 1901). Cependant, compte tenu de la difficulté pour les Italiens réfugiés en France d'obtenir la délivrance de titre de séjour, ils ont dû vivre avec de faux-papiers, ce qui leur a permis de travailler comme maçons, ainsi qu'en témoignent leurs employeurs.

Cependant, un deuxième mandat, émis par l'Italie en mai 1988, concernait spécifiquement G. Alimonti, l'accusant de participation à l'assassinat, près de Bologne, le 16 avril 1988 dans l'après-midi, du sénateur démocrate-chrétien R. Ruffilli.

Or, l'après-midi du même jour, G. Alimonti était à Paris, précisément dans les locaux de l'association France Terre d'asile, à partir de

14 h 30, et dans ceux de l'école de langues Trilogos, en fin d'après-midi. Dans ces deux lieux, de nombreuses personnes ont témoigné de sa présence.

Dès le 24 septembre, au lendemain de l'arrestation de ces deux réfugiés, le journal *Repubblica* publiait une déclaration d'Oreste Scalzone concernant cette accusation : « Je considère de mon devoir de déclarer tout de suite que l'après-midi de l'épisode tragique de l'assassinat de Ruffilli, Giovanni Alimonti était avec moi à Paris. Je suis disposé à donner à temps et dans les formes voulues par la loi tous les éléments qui prouvent cette circonstance. »

Cette déclaration n'a sans doute pas été étrangère à l'émission par l'Italie d'une commission rogatoire adressée au juge du tribunal de Créteil. Commission chargée de vérifier l'alibi présenté par G. Alimonti. Parmi les quarante cas de procédures d'extradition passés, il s'agit là d'une première dans une affaire concernant un ressortissant italien réfugié en France et réclamé par son pays. Cette commission a reçu de nombreux témoignages confirmant la présence en France de G. Alimonti, au mois d'avril, et plus particulièrement, le 16 avril, à l'heure même du crime.

Historique judiciaire

Le 14 décembre 1988, Giovanni et Enrico Villimburgo ont comparu devant la Chambre d'accusation de Paris.

Au cours de l'audience, la défense a demandé un complément d'information motivé par le caractère collectif des actes d'accusation ayant conduit au procès de la colonne romaine des Brigades rouges, où se trouvaient également jugés les deux Italiens. En effet, les chefs d'inculpation ne sont pas nominatifs, mais concernent l'ensemble des 172 accusés du procès. De plus, à l'issue de ce procès, G. Alimonti et E. Villimburgo ont été acquittés de nombreux chefs d'inculpation. Or, l'Italie n'a pas envoyé de copie du jugement mentionnant les acquittements, mais de vieux mandats collectifs visant tous les crimes.

Sur la demande d'extradition propre à G. Alimonti, motivée par l'accusation de participation supposée à l'assassinat de M. Ruffilli, la défense a demandé un sursis à statuer et, subsidiairement, un avis défavorable pour erreur manifeste sur la personne, en informant préalablement la cour qu'une commission rogatoire chargée de vérifier l'alibi de G. Alimonti venait d'être adressée par l'Italie au juge du tribunal de Créteil. Date de remise d'audience fixée au 25 janvier 1989.

Le 25 janvier 1989, à la Chambre d'accusation, du fait que de nouvelles pièces venaient d'être communiquées à la cour ainsi qu'à la défense, cette dernière a demandé une réouverture des débats.

Concernant un mandat d'arrêt propre à Enrico Villimburgo motivé par l'accusation d'insurrection armée, la cour a émis un avis défavorable.

Réouverture des débats fixée au 8 mars 1989.

Depuis, maîtres J.-J. de Félice et Irène Terrel ont reçu une information capitale — transmise tout d'abord par le juge du Tribunal de Créteil et confirmée récemment par la justice italienne — indiquant que le 16 janvier dernier, le juge Ferretti, du tribunal de grande instance de Forlì, avait retiré le mandat concernant la participation de G. Alimonti au meurtre du sénateur R. Ruffilli.

A Pontoise, fin décembre 1986, deux Italiens réfugiés en France

sont interpellés dans la région parisienne, suite à des mandats d'arrêt émis contre eux par la justice italienne.

Leurs logements respectifs ont été loués au nom de ressortissants français — Jean-Louis Engelen et Alain Pojolat — tous deux employés de banque et syndicalistes. Ils sont arrêtés peu après, à quelques semaines d'intervalle, inculpés de recel de malfaiteurs et écroués dans des conditions de quasi-isolement.

L'un effectuera trois mois de prison, l'autre trois semaines, à l'issue desquels ils seront soumis à un contrôle judiciaire hebdomadaire, assorti d'une assignation à résidence. Au bout d'un an et demi, le contrôle judiciaire est suspendu pour Jean-Marie Engelen, mais maintenu pour Alain Pojolat.

Le 26 janvier dernier, après que le juge ait longuement interrogé les prévenus sur les motivations de leur aide à l'égard des deux réfugiés italiens, les avocats ont rappelé le devoir d'asile inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et communiqué une liste de signataires solidaires des prévenus.

Le procureur a requis huit mois de prison ferme dont deux avec sursis pour l'un et trois pour l'autre.

l'homme, du MRAP, du Collectif tiers monde, de l'Association des femmes de Poitiers, du CRI, d'un représentant de la CIMADE, ainsi que d'organisations syndicales locales (CGT, CFTD, FEN, SNI et SNEP), deux cents personnes ont assisté au procès qui s'est déroulé au palais de justice de Poitiers.

Un prêtre, Georges Charbonnier, directeur d'un foyer d'accueil pour immigrés, a notamment déclaré : « Je demande à être inculpé parce que j'aide régulièrement des immigrés clandestins. »

Dans une lettre adressée au tribunal, Gilles Perrault a cité plus de cinquante cas reconnus de tortures subies par des réfugiés basques livrés par les autorités françaises et a affirmé que « s'il faut choisir entre le respect de la loi et le refus de la torture, mon choix est le même que celui des prévenus. »

L'avocate, maître Simone Brunet, au cours d'une longue plaidoirie, a produit une pétition de mille signatures de soutien aux militants inculpés.

Après un bref délibéré, les juges ont prononcé la relaxe. Le procureur vient de faire appel du jugement, craignant qu'il ne fasse jurisprudence. Cependant quatre réfu-

BERLIN

La surprise est alternative

(Suite de la page 7)

— ML : Il y a, par exemple, le problème scolaire.

— T. : Soixante-dix pour cent des enfants de Kreuzberg sont des étrangers, turcs surtout. La politique du Sénat pour « l'intégration ». Cela veut dire : les étrangers doivent s'adapter ou repartir. L'AL, par contre, soutient un travail culturel, même si elle estime certains côtés comme négatifs, comme l'islam et la situation de la femme. Mais ces enfants ont besoin d'un soutien bilatéral, se trouvant entre deux cultures. Il faudrait d'abord baisser les fréquences des classes, ce qui semble réalisable vu qu'il y a 5 000 enseignants au chômage à Berlin... Créer aussi des classes de soutien. Mais nos moyens sont limités à l'information et aux actions de contrôle.

— ML : Nous avons remarqué de plus en plus de salons de jeux à Kreuzberg.

— T. : (Montre une affiche au mur : « Salons de jeux dehors ! ») Tous ces jeunes chômeurs attirent les vautours ici. L'implantation des salons de jeux dépend des autorisations de commerce délivrées par le Sénat, qui les accorde à ses amis politiques. C'est un problème juridique qu'il faudra combattre à l'avenir.

— ML : Cet avenir commence maintenant, après les élections.

— T. : Quand la CDU avait renversé le Sénat SPD, elle a ajouté seulement quelques retouches cosmétiques ; style « des jeux pour le peuple », avec des festivals tape-à-l'œil. Trop de bavures ont abouti à leur défaite aux élections. La SPD, de son côté, savait qu'elle ne pouvait plus gouverner sans coalition. Mais, encore le soir des élections, elle proclamait : « Jamais avec l'AL ! » Pour elle, l'AL, se sont des rêveurs, des utopistes. Après ce résultat, la SPD se trouve donc dans une situation dramatique : elle doit accepter l'AL — avec 14 députés au Sénat.

— ML : Il y a, par exemple, la « question de la violence » dans la politique qui vous sépare, et celle de l'occupation militaire.

— T. : Nous ne sommes pas pour la « violence » dans la politique. Mais nous ne nous désolidarisons pas si, au cours d'une manifestation, quelqu'un renverse une voiture de chantier. Et nous ne sommes surtout pas d'accord avec la définition étatique de la « violence », qui inclut ne serait-ce qu'un sit-in dans la rue. Aussi, nous faisons un travail de solida-

rité pour les prisonniers politiques.

Question occupation, Berlin se trouve toujours sous la loi de l'occupation et, selon la lettre, le Sénat n'a aucun pouvoir, seulement la commandanture. La SPD, elle, soutient la nécessité de cette « protection ». Nous voulons que les troupes d'occupation se retirent.

— ML : Que pense l'AL de l'apparition des républicains ?

— T. : L'existence de l'extrême droite n'est pas une surprise. Elle a aussi ses partisans, dans le milieu ouvrier, à Kreuzberg. Ce sont des votes de protestation, un comportement de peur. C'était, de toutes façons, un climat pré-électoral très étrange. Aussi, la faible participation a frappé : seulement 71%. Une sorte de fatalisme semblait avoir pris place partout. Notre enthousiasme en a été d'autant plus grand après. A Kreuzberg, des rues entières ont voté pour l'AL, jusqu'à 59% (les quartiers de Graefestrasse et d'Oranienstrasse, par exemple). Le soir-même, dans notre bureau, j'ai compté 20 inscriptions en 20 minutes ! Les gens disaient : « On a l'impression que quelque-chose de nouveau commence ! »

— ML : Et maintenant, il faut probablement aborder une coalition avec la SPD...

— T. : Nous ne mettrons jamais notre identité de gauche en question. Selon mon opinion personnelle, nous ne devons pas céder aux pressions d'adaptation de la SPD. Mais, nous ne devons pas tomber non plus dans le rôle de l'opposition boudeuse et dans le refus. On doit discuter, et on peut peut-être tomber d'accord sur certains points. Par exemple, des places de travail écologiquement valables, certaines mesures sur la politique de circulation et le droit de vote communal des étrangers, peut-être...

— ML : Et la CDU ?

— T. : Les rats attendent encore. Certains se retirent déjà de Berlin, en menaçant que l'industrie ne se retire avec eux. Certains appellent un « véritable scandale » les pourparlers entre la SPD et ce « parti chaotique d'extrême gauche ».

Entre temps, un jeune Kreuzbergois, barbu, avec casquette, est entré. Il veut prolonger sa carte de membre de l'AL. Il discute un peu et part tout content. « Tu vois, dit Traude, il n'avait pas prolongé sa carte depuis 1985. Maintenant, les gens s'activent de nouveau. »

DAGMAR



L'audience en délibéré a lieu le jeudi 23 février au même tribunal de Pontoise, à 13 heures.

A Poitiers, suite aux interpellations opérées le 11 janvier dernier à Poitiers contre des réfugiés basques, trois Français, militants de la LCR, ont été inculpés pour avoir hébergé des étrangers en situation irrégulière.

Peu après, la LCR a déclaré dans un communiqué que « totalement opposée à la remise en cause du droit d'asile pour les réfugiés basques, elle continuera à héberger ces réfugiés jusqu'à ce que le droit d'asile soit complètement rétabli en France et que l'utilisation de la torture soit bannie des commissariats espagnols. »

Le 1^{er} février, à l'appel de SOS-Racisme, de la Ligue des droits de

giés basques demeurent détenus et risquent l'extradition.

Pour mémoire, du 15 au 18 novembre 1988, onze habitants du Pays basque français ont comparu en justice pour avoir facilité le séjour irrégulier d'un étranger et/ou ont été accusés d'association de malfaiteurs.

Parmi les onze personnes, six sont basques, quatre sont françaises, une est réfugiée. Tous les Basques et ceux qui ont revendiqué l'identité basque ont eu des peines fermes (deux à trois ans) ; les autres ont bénéficié de sursis. La plupart d'entre eux ont déjà effectué un an de prison.

L. B.

(Droit d'asile urgence absolue)

POLOGNE

Boycott de l'armée à Cracovie

Les étudiants polonais n'effectuent qu'un an de service militaire actif au lieu de deux. En revanche, les étudiants de quatrième année sont astreints à une journée complète par semaine d'instruction militaire. C'est une véritable purge : discipline stupide, uniformes, pas cadencé, démontage-remontage d'armes à l'infini, bourrage de crâne militaro-marxiste dans un style stalinien unique. Le cours militaire fait partie intégrante du service militaire : on espérait donc que lui soit appliqué le statut d'objet de conscience créé en septembre 1988. Or il n'en est rien. Le cours militaire reste obligatoire, les examens comprennent toujours des épreuves éliminatoires d'instruction militaire. Cette incohérence majeure a été ressentie comme une discrimination : la réaction fut très vive. En octobre-novembre, le boycott actif du cours militaire a touché la plupart des villes universitaires : Wrocław, Gdansk, Poznan, Varsovie, Lodz et surtout Cracovie. C'est à Cracovie que le mouvement a été le plus dur : Marek Kurzyniec, membre de WIP et de MA, en a été l'un des animateurs. Il nous relate cette lutte qu'il a vécue de l'intérieur.

PATRICK

La vague d'actions étudiantes, dont le point culminant avait été le lancement animé des trois semaines de boycott au cours militaire dans l'enseignement supérieur de Cracovie, avait commencé dès le 1^{er} octobre.

Le jour de la rentrée universitaire, le groupe « Akcja Studencka » (Action étudiante) du mouvement Liberté et Paix (WIP) a organisé un meeting devant le Collegium novum. Selon une ancienne tradition, le début de l'année universitaire est marqué par un défilé solennel de tout le sénat (conseil) de l'université, depuis le bâtiment du Collegium maiur jusqu'au Collegium novum. Cette

gérée, où toutes les affaires de la communauté universitaire seraient menées par les conseils d'étudiants et de travailleurs ; alternative, où l'orientation et la manière d'étudier relèveraient du libre choix de l'étudiant.

Le boycott des cours militaires

Cette première action a connu un écho si large dans le milieu universitaire que de très nombreuses personnes sont venues au second meeting convoqué par « Akcja Studencka » pour le 6 octobre. « MON-Stop ! Suppression du cours militaire », tel était le leitmo-

(Syndicat indépendant des étudiants) avait convoqué un meeting légal, était attendu dans une atmosphère de tension. Le NZS a déçu : pendant un quart d'heure, il n'a évoqué que des questions de troisième importance. Après les membres du NZS, un représentant de WIP est intervenu et l'on a déployé une banderole : « Boycott du cours militaire ». Les militants de WIP ont appelé à marcher sur les bâtiments du cours militaire (SW [5]), où devait avoir lieu le premier piquet de boycott. Malgré l'appel à la dispersion lancé par le NZS, plusieurs centaines de personnes se sont réunies sous les banderoles de WIP. Des membres de la KPN (6) (Confédération de la Pologne indépendante) ont rejoint la marche. Le défilé a pris le milieu de la rue « Manifestu Lipcowego ».

L'atmosphère était excellente : on reprenait, par dérision, les hits du Festival de la chanson militaire de Kolobrzeg (...). On lançait des slogans : « Les kakis dehors », « MON-Stop », « Boycott de l'armée ». Le défilé s'est dirigé vers les bâtiments de l'AGH (7) (Académie des mines et de la métallurgie), où se déroulait également un meeting du NZS. La masse bruyante a emporté les étudiants de l'AGH rassemblés au meeting — le défilé a été renforcé en nombre.

La marche vers le SW s'est poursuivie, tandis que des étudiants de passage rejoignaient sans cesse le défilé. Il était 13 h 30 lorsque la foule en marche a fait irruption sur le terrain de manœuvres du SW. Des slogans étaient lancés, sur les murs sont apparues des inscriptions comme : « SW cause de graves maladies », « WIP », « KPN », « Les kakis dehors ». Après un instant d'attente, les participants à la manifestation ont pénétré à l'intérieur du bâtiment. Les cours ont été interrompus. Des centaines de personnes pénétraient dans les salles, criaient que les cours étaient interrompus et, en dépit de l'intervention des militaires, faisaient évacuer ceux qui justement suivaient des cours. Le bâtiment était envahi par le vacarme. La foule s'est rassemblée dans le hall, l'emplantissant complètement. Les tentatives d'intervention des colonels n'ont fait qu'échauffer davantage l'atmosphère. La suppression du SW a été proclamée dans l'enthousiasme général, et le bâtiment a été rebaptisé « Musée de l'Armée populaire de Pologne, de sainte mémoire ». C'est en chœur que l'on réclamait un guide, que l'on appelait à ne pas toucher les objets exposés, SVP, merci.

Tout cela a duré 35 minutes. Les étudiants ont quitté le bâtiment, et une assemblée générale s'est tenue sur le terrain de manœuvres. C'est là que le boycott a été lancé pour de bon. Tous ont été appelés à participer aux piquets devant le SW. Une fermeture symbolique du portail du bâtiment a conclu l'action. La police n'est pas intervenue, et chacun a pu partir tranquillement.

Le boycott se poursuit

Le lendemain, le 12 octobre, était le jour de la Fête de l'Armée populaire de Pologne. Les cours du SW n'ont pas eu lieu ce jour-là — le cessez-le-feu se poursuit.

Le 13 octobre a lieu le premier piquet. Les étudiants en droit de 4^e année doivent rejoindre le boycott. Les gens hésitent. Une assemblée générale spontanée se forme devant les grilles du SW. Le recteur de l'Université Jagellon (UJ [8]), Alexander Koj, arrive. Il profère des menaces, appelle à reprendre les cours ; ce faisant, il fait pencher la balance. L'intimidation n'est pas un bon argument, les gens reprennent le boycott. Absentéisme :



85%. Même scénario l'après-midi. Cette fois, deux éditorialistes de la presse officielle, Grodziski (...) et Wyrozumski, volent à l'aide du recteur Koj. Ils appellent à conclure l'action, ils s'engagent à tout régler par la voie légale. Promesses ridicules, le boycott se poursuit, absentéisme : 92%. Le soir, la section UJ du NZS se démarque du mouvement en déclarant publiquement qu'elle attend des instructions de Varsovie. Lamentable !

Le 14 octobre, le boycott dure ! La philosophie, l'histoire et les sciences politiques rejoignent le mouvement. Les colonels instructeurs « vont au peuple », persuadent, implorant, menacent. Sans succès. Absentéisme aux environs de 95%.

Le 15 octobre, le sénat se réunit mais n'apporte pas le moindre soutien à l'action des étudiants. « Les mandarins » sont effrayés — ils ont fait l'objet de pressions venant du parti.

Le samedi et le dimanche laissent du temps pour mobiliser de nouvelles faces. L'AGH veut rejoindre l'action. Dimanche soir, les militants de WIP participent à une rencontre avec des étudiants de l'AGH/section électricité. Ils ont cours au SW le lendemain, mais tout dépend de si l'on parviendra à les convaincre le soir-même.

Le 17 octobre, l'AGH rejoint finalement le boycott avec un absentéisme de 100%. Le mouvement s'élargit ! A l'Université Jagellon (UJ) pas de changements, le boycott se poursuit ! Les membres du NZS se présentent aux piquets, ils veulent participer individuellement à l'action ; très bien, nous serons plus nombreux. Le soir, assemblée générale dans le village (cités universitaires, NDT). La question des revendications est posée. Les revendications de WIP sont extrêmement radicales ; le NZS met en avant les siennes. Le différend se résume à l'alternative : supprimer ou réformer le SW ? On annonce une assemblée générale

pour le 20 octobre, où une décision non équivoque devra être prise.

Le 18 octobre, le boycott se poursuit à l'Université Jagellon et à l'AGH. Des tentatives d'extension du mouvement à d'autres facs sont entreprises. Les diffusions de tracts se développent.

Le 19 octobre, l'école polytechnique de Cracovie (PK [9]) rallie le boycott. Un grave incident se produit au piquet devant la PK. Le colonel Migdal, chef de l'ensemble du SW, bat un étudiant de l'UJ, militant de WIP, Pawel Chojnacki, le frappant cinq fois au visage. Le milieu étudiant tressaille ! Les étudiants de la PK réclament la mise à pied de Migdal. Le boycott se renforce.

Le 20 octobre, l'Académie des beaux-arts (ASP [10]) rejoint à son tour le mouvement. Le meeting prévu le 17 se déroule à 14 heures devant le Collegium novum. Une majorité d'étudiants se prononce pour une réforme du cours militaire. Lecture est faite d'une résolution du comité de boycott (KB [11]), qui déclare que le boycott ne sera suspendu que lorsque les cours du SW auront été également interrompus jusqu'à la signature d'un accord. L'atmosphère est très bonne. (Fin de la première partie).

Marek KURZYNIEC

MA Cracovie
(traduit de « A Capella » n° 15)

NOTES

- (1) WIP : Wolność i Pokój.
- (2) MON : Ministerstwo Obrony Narodowej.
- (3) MSW : Ministerstwo Spraw Wewnętrznych.
- (4) NZS : Niezależny Związek Studentów.
- (5) SW : Studium Wojskowe.
- (6) KPN : Konfederacja Polski Niepodległej.
- (7) AGH : Akademia Górnictwa i Hutnictwa.
- (8) UJ : Uniwersytet Jagielloński.
- (9) PK : Politechnika Krakowska.
- (10) Akademia Sztuk Pięknych.
- (11) Komitet Bojkotowy.



« Le patriotisme unit nos pensées et nos actions ».

année, le défilé des « mandarins » a été accompagné par des étudiants portant une banderole : « Assez d'amendements ! Nous exigeons une réforme de l'enseignement supérieur ! ». Au moment où le défilé arrivait à proximité du Collegium novum, de nouvelles banderoles ont été déployées : « Université autogérée ! » ; « L'université aux mains des conseils d'étudiants et de travailleurs ! » ; ainsi que la banderole d'« Akcja Studencka ». Tout le sénat a défilé devant les banderoles déployées. Un court meeting a eu lieu après son passage. On y a réclamé une université libre, sans ingérence de l'Etat, du parti, des ministères de la Défense (MON) (2) et de l'Intérieur (MSW) (3) ; auto-

tiv de cette assemblée générale. Les étudiants rassemblés ont adopté une résolution condamnant la répression contre les anciens participants aux grèves, ainsi que l'incorporation sans motif de jeunes ouvriers ex-grevistes. C'est à ce meeting qu'a été lancé pour la première fois le mot d'ordre « Boycott du cours militaire ». Les contacts des personnes désirant entreprendre un boycott ont été communiqués.

A partir du 6 octobre, l'affaire du boycott a commencé à se développer. Des tracts « Akcja Studencka WIP » appelant à la protestation ont commencé à circuler dans les établissements d'enseignement supérieur de Cracovie. Le 11 octobre, jour pour lequel le NZS (4)



N°740 | JEUDI 23 FÉVRIER 1989

CHRISTIAN PACCOURD

« Anarchie, ma blanche »

L'HOMME est là, debout sur le devant de la scène. D'un coup de baguette musicale, le vent du large dans l'accordéon ou dans les plis du drapeau blanc qu'il emmène avec lui, l'artiste crée le spectacle dans le noir de la nuit. Voilà Christian Paccoud, ce frère singulier, ce personnage du noir et du blanc. Paccoud nous offre un voyage en poésie, ce vecteur de la révolte et de l'amour. « J'ai retrouvé grand-mère Anarchie dans un lit tout gris de la banlieue d'ailleurs, ses cheveux tous noirs étaient tous blanchis, y'avait comme de l'amour dans le fond de son cœur ». Paccoud voyage avec les mots, avec sa folie, avec l'Anarchie. « Anarchie, ma blanche ». « Anarchie, ma vieille, t'es comme le soleil, toute la vie on t'attend ». Paccoud a mis du soleil dans sa poursuite. « Le soleil est à boire, qu'on le boive tant qu'il est encore temps. Dans le ciel, il pleut des drapeaux noirs, c'est pour ça qu'on voit chanter le vent ».

Plus tard, dans le fond de cette nuit blanche, revoilà Christian Paccoud. Et cet entretien pour le *Monde libertaire* et *Radio-Belfroi* (1) continue le voyage. Il nous promène dans l'univers de ses mots.

— André Baur : Christian Paccoud, « Anarchie, ma blanche », un paradoxe ?

— Christian Paccoud : Voilà, noir-blanc, vie-mort, etc. La mosaïque, le pavé, le damier... curieux, non ?

— A. B. : A l'heure où les grands moments de 68, les grandes valeurs comme l'anarchie, comme un certain

nombre de pavés ne font plus recette, Paccoud, lui, lance le débat dès le titre.

— C. P. : Oui, parce que Léo Ferré se fait vieux mais il est encore noir... Alors, comme « papy », commence à être vieux, il boite un peu mais il est toujours grandiose. Je l'ai vu récemment au TLP, à Paris, c'est complètement extraordinaire... Il était malade et tout... Ce que je veux dire, c'est une image. J'ai envie peut-être que l'on voit l'anarchie sous un autre angle que les pavés de 68 et les mecs qui se tapent sur la gueule. C'est peut-être plus une idée plus belle, et comme ces salauds de royalistes nous ont piqué le drapeau blanc avant, moi j'ai été leur voler, et voilà j'emmené les deux, le noir et le blanc.

— A. B. : Dans ton spectacle, il y a deux références du côté des chanteurs, c'est Ferré et Fanon.

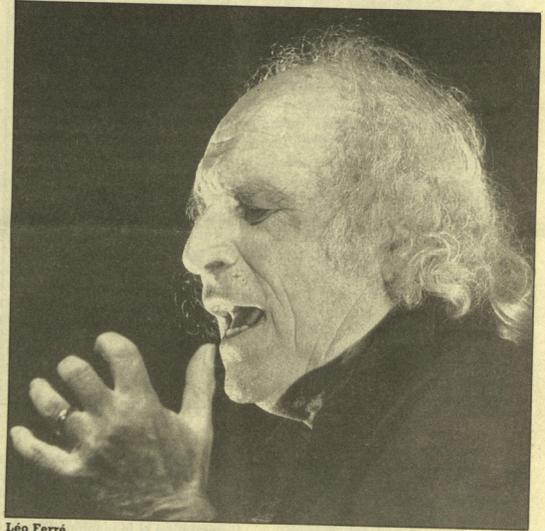
— C. P. : Et oui, qu'est-ce que tu veux, on n'y peut rien... C'est les deux seuls qui, toute leur vie, sont restés du côté des anarchistes. Fanon est parti un petit moment de sa vie du côté des communistes, mais je ne sais pas si c'est vraiment vrai... Fanon, c'est mon père quelque part, c'est lui qui m'a dit de chanter... C'est pour ça, c'est parce qu'il est resté beau, pur, il est resté près de la vie, des souches essentielles. Et ils sont cités dans une chanson comme ça, je dis que les anars ont « des chansons de Ferré pour y croire et Fanon pour arrêter le temps ». Parce que c'est vrai que Fanon, quelque part, on ne sait plus, on se bloque... Mais, point. Ne faisons pas trop de références et laissons Fanon dans l'air comme il est avec sa poésie, et c'est l'essentiel.

— Pascal Didier : Il y a des mots qu'on retrouve comme ça dans des textes. Le noir et le blanc, par exemple. Le noir et le blanc qu'on retrouve aussi dans la nuit. Alors, est-ce que la nuit, pour toi, elle représente quelque chose d'important ?

— C. P. : Ben, déjà, c'est curieux, quand on passe une nuit entière, on dit une nuit blanche... Déjà au départ, tu vois... C'est curieux. Quand on a besoin de vivre la nuit, on dit qu'on passé une nuit blanche, qu'on a fait le jour la nuit. Ceci dit, la nuit c'est l'instant où on entend le moins de cons parler, alors c'est plus calme. La journée c'est quand même un peu chiant, surtout si tu vis à Paris. La nuit, c'est plus calme, et ceux qui traînent la nuit, pas tous, faut pas déconner non plus, mais en général les personnages de la nuit sont des personnages moins cons. Donc, on est mieux la nuit, mais il ne faut pas oublier non plus que tout le monde ne peut pas se permettre de passer toutes ses nuits blanches, parce qu'il y a de pauvres gens qui sont obligés d'aller travailler et de dormir la nuit. Malheureusement... Il ne faut pas cracher sur ça, ça existe... Il sont là et c'est pas pour ça que ce sont des cons.

— P. D. : Autre mot de ton univers, « la folie ».

— C. P. : La folie et les faux lits aussi. Les mots, c'est fantastique, non ? Les fous on les met dans des faux lits en fait. On les met dans des lits, mais ce ne sont pas des lits... C'est pas pour dormir. Ce sont des prisons. Ce sont des faux lits... C'est génial la langue française... La folie, c'est tellement énorme. On pourrait passer des heures et des heures à en parler. Moi, j'ai rencontré des personnes démentes... Vraiment, c'est tellement superbe. Il n'y a tellement plus rien, il n'y a tellement juste plus de dieux, plus de maîtres, et tu es tellement tout brut comme ça... Je parle de la folie acceptable, parce qu'il y a une certaine forme de folie qui fait peur, qui fait mal et qui est dangereuse. Mais la folie qu'on retrouve chez les personnes âgées... Les vieillards,



Léo Ferré.

quand ils arrivent au seuil de leur vie et quand ils ont le cerveau qui se met à déconner, qui se met à ne plus fonctionner... Ce qu'on appelle la démence sénile. En fait, ce sont des réactions d'enfants, on retourne à l'enfance, c'est-à-dire avant qu'on ai reçu toutes les idées connes et sectaires qui font que l'on doit marcher comme ci ou comme ça. Quand on est arrivé au seuil de sa vie, on retourne en enfance, on retourne à la toute bête simplicité et à la poésie, finalement. C'est ça la poésie en fait.

— P. D. : Dans tes textes, on voyage aussi entre l'amour et la mort.

— C. P. : Il y a l'amour et la mort et, en espagnol, « amour », ça se dit « amor ». Tu vois un peu. Les mots c'est curieux... L'amour, la mort, la vie, la mort... Ce qui est important dans le fil du damier, du noir, du blanc, de la vie, de la mort, ce qui est important finalement, c'est le fil qui est entre les deux, le

fil sur lequel se promène le funambule. Tout ce qui est important passe sur ce fil. Alors, il y en a qui ont un gros fil bien confortable et il y en a qui ont un tout petit fil, alors ils tombent plus facilement d'un côté ou de l'autre...

— P. D. : Autres mots... « Anarchie, ma blanche ».

— C. P. : « Anarchie, ma blanche, t'es comme un dimanche, toute la semaine on t'attend »... Oui, bien sûr, je dis aussi dans la même chanson : « noir, tout noir, comme des petits morceaux de suie »... L'anarchie, ce n'est pas un parti politique, c'est une idée, c'est un rêve, c'est malheureusement une utopie. Et c'est quelque part, chez chaque être humain ce qui parfois le fait survivre. J'ai toujours trouvé très curieux que des notables, que des « gens biens » aient besoin d'aller au théâtre, d'aller voir Guignol... Ils ont toujours eu besoin de ça... C'est curieux quand même... Secrètement en eux, à côté de toute la comédie qui est faite par la vie, par les règles, il se réfugient dans ça... Le rêve, c'est de ne plus avoir besoin de dieux, de maîtres... L'anarchie, ce n'est pas noir... c'est une lumière. Depuis toujours, les anars n'ont pas eu de bol. Au regard des couleurs, quand ils ont choisi le drapeau, il ne restait plus que le noir, alors ils ont pris le noir. C'est pas de chance, c'est con... Le noir c'est triste, le blanc c'est pur. Pour moi, l'anarchie c'est beau, c'est pur... C'est pas noir... Mais tant pis, puisqu'il ne restait que le noir, on va s'en contenter (2).

— P. D. : La poésie, c'est le vecteur de la révolte ?

— C. P. : C'est le vecteur de la révolte, de l'amour. L'amour, la révolte, ce sont des élan, c'est la poussée de quelque chose. C'est troublant. Il y a curieusement des poussées comme ça... On peut appeler ça la révolte, l'amour, la bagarre ou la haine. C'est des poussées qui viennent comme ça dans le paysage plat. Curieux, mais indispensable, je pense, à tout être humain.

Propos recueillis par André Baur et Pascal Didier

(1) Entretien réalisé à Thionville en juin 1988 par André Baur (pour *Radio-Belfroi*, 95,2 MHz, à Thionville) et Pascal Didier (pour *le Monde libertaire*).

(2) Dans cette même chanson, Paccoud dit, en parlant des anars, qu'e ils ont pris les couleurs de la nuit ».

RÉVOLUTION FRANÇAISE Sans-culottes machistes ?

DANS le numéro 458 du *Courrier de l'égalité* du 29 brumaire de l'An II, est paru un compte-rendu apparemment sans ambiguïté sur le comportement sexiste des hommes de 1793.

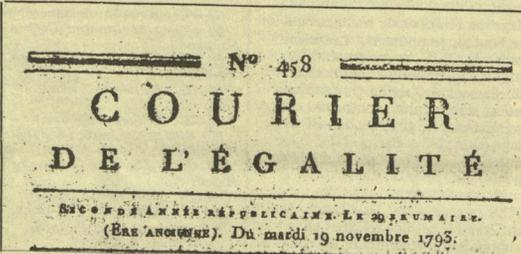
« La section de l'Homme-Armé demande quel sera le mode républicain pour conduire les citoyens au tombeau. »

« Le conseil arrête que, provisoirement, un commissaire civil, décoré du bonnet rouge, procédera aux enterrements. »

« Une députation de femmes en bonnet rouge se présente. »

faire des enfants, à les nourrir et les élever. Nos femmes doivent être chez nous, tandis que nous sommes ici. Si la nature eut voulu qu'elles fussent hommes, elle leur eut fait croître de la barbe au menton. Je demande donc que la députation de femmes ne soit pas entendue ; (adopté) et les femmes aussitôt s'empressent de mettre leur bonnet rouge dans la poche, et de se retirer sans qu'on sache ce qu'elles étoient venues demander. »

Certains historiens, d'accord sur le climat peu féministe de la Révolution française, prétendent



« Ce spectacle nouveau, dans le sein du conseil, excite de violents murmures de la part des tribunes. »

« Le président les rappelle à l'ordre. »

« Et moi, s'écrie Chaumet, je demande la mention civique de la conduite des tribunes, qui témoignent leur mépris pour ces abominables femmes qui veulent parloter hommes. Est-ce aux femmes à faire les motions ? Est-ce aux femmes à se mettre à la tête de ces bataillons ? S'il y eut autre fois une Jeanne d'Arc, c'est qu'il y eut un Charles VII. »

« Les femmes sont destinées par la nature aux soins du ménage, à

que les femmes ont joué un rôle non négligeable de 1789 à 1795, ce qui est assurément vrai. Ils ajoutent même que les femmes avaient le droit de porter des pétitions dans les assemblées des clubs et des sections. Cette intervention des femmes dans la politique ne devait pas constituer une règle absolue. Quant au citoyen Chaumet, on peut suggérer à l'équipe de « Femmes libres » de lui consacrer, lors de son émission du 19 novembre 1993, le titre de « crapule du jour »... à titre posthume !

Yves PEYRAUT



Maurice Fanon.

« QU'ON LA LUI COUPE ! »

Lacouture dans le coup !

UNE exécution publique à l'Olympia ?? Hé ! Hé ! Hé ! Ceux qui croyaient voir finir Lacouture dans un bain de sang auront eu en fait un bain de son ! Jugez plutôt : en ce jour du 14 février 1989, un grand jugement avait lieu à l'Olympia... on avait apposé le nom de l'Accusé en lettres rouges sur la façade, un rouge vif... Frissons... Et ils étaient venus nombreux, très nombreux, de partout et de tous coins, emplissant la salle en son comble, pour assister au grand procès du jour... Coupera, coupera pas ???

Ouverture de rideau... Ouverture de procès avec, en première partie, quatre accusés du délit mineur de s'être fourvoyés dans l'interprétation de textes lacouturés... Oui, ils avaient osé les ci-devant Nadège, Boris Santeff, Zaniboni et Véroni-

que Gain, présentés tour à tour au grand jury par un représentant du Comité de Salut public aux boîtes à musiques hilarantes : le sieur Michel Musseau.

Remous dans la salle, agitation progressive puis prise de position enthousiaste de la part du public citoyen... Le couperet n'est pas tombé... Sauvés !

Mais, après les complices, il restait l'Accusé, Citoyen Lacouture, grand détenteur du flambeau de la chanson d'amour bestiale... Et il est arrivé, tout seul, tout frère, sa guitare à la main, pour entamer sa défense avec "Bonjour l'Amour", avec un grand A, le vrai, quoi !

Puis, dans un flot de lumières diffusé par la belle Acétylène, est apparue sous nos yeux la fameuse Assemblée Constituante, composée de : F.X. Huvet (synthé et arrangements), Jean-Jacques Groult (batterie), Hamid Guithoun (basse), François Bonnet (guitares), Jean-Marie Bonche (trombone), Frédéric Saumagne (sax), Patrick Touvet (trompette).

Dès ce moment, les événements se sont précipités dans un univers musical endiable où, de bout en bout, Lacouture, aidé d'un « double cœur » Nadège-Haurogné, s'est plongé avec délice et passion dans son art. Et la foule présente a hurlé, sifflé, chanté à tue-tête.

Lacouture nous a emmené ce soir-là dans un voyage haut en couleurs, mêlant un zeste de délire, un soupçon de dérision, une goutte d'Amour sur fond de rock, entrecoupé des interventions des poubelles instrumentales (hé oui !) de la Section Artistico-Musicale d'Urgence (SAMU) et de François Constantin dans son rôle de percussions comiques. Du beau spectacle.

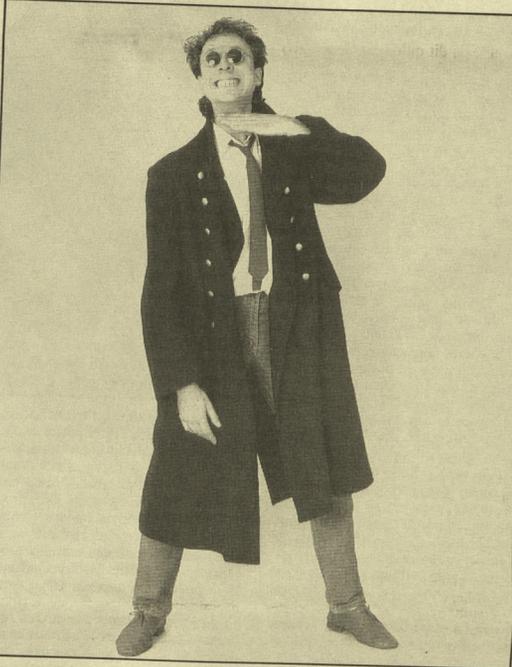
Puis vint l'heure des derniers instants avec Lacouture en "Commandant Petit Câlin", aidé dans son vol par l'orchestre à cordes de François Fischer. Dernière chanson. Dernières paroles... Instant fatidique... Le peuple laissera-t-il tomber le couperet ?

Eh bien ! Au bout de deux heures de spectacle rondement mené, ce peuple, venu voir une exécution, s'est fait complice de la victoire de Lacouture par une ovation générale.

Pour finir, musiciens et chanteurs se sont réunis pour le bouquet final en un gâteau d'anniversaire en chair et en os... Car, ce soir-là, en plus de l'exécution publique de Lacouture, Jean-Michel Boris fêtait ses 35 ans d'Olympia... Grande émotion !

Je vais vous dire, Lacouture, faut pas qu'on la lui coupe... et on attend avec impatience de le voir sévir de nouveau partout en France.

Dominick PAGÈS



POÉSIE

« L'œuvre de chair »

ANDRÉ LAUDE écrit comme il vit : sans reprendre souffle, ivre de mots, de sons, poursuivi par quelques images, par quelques souvenirs attachés pour toujours à sa plume... Certaines étapes de son existence s'intercalent dans ses textes : l'engagement politique, auprès des anarchistes, dans les années cinquante ; puis la guerre d'Algérie... Puis les espoirs déçus, un trop-plein d'amertume, les « papiers » à fournir pour la presse, les ouvrages publiés au fil des années, comme autant de vestiges sur une longue route, l'alcool, parce que le vin, parfois, ça aide, et puis ces prénoms féminins, vrais ou faux, Nora ou Nedjma, Laure ou Nadia... Comme consolation ou infortune... Certains critiques affirment que la poésie, dans quelques années, ne sera plus étudiée que par quelques spécialistes. Qu'elle sera une « langue morte », au même titre que le latin ou le grec... Il serait peut-être temps que les poètes se soucient de la « lisibilité » de leurs textes, s'ils ne veulent pas, faire figure de dinosaures, condamnés à périr faute de lecteurs...

André Laude, justement, ne se résout pas à cette lente agonie. Sa poésie est actuelle, parce qu'elle fait usage, volontairement, de mots actuels. Dans la préface à un livre comprenant des extraits de ses divers recueils, intitulé *Comme une blessure rapprochée du soleil* (1), il déclarait que les mots les plus simples — tels que pain, pâtes, pluie, enfant, etc. — ne doi-

vent plus être bannis des textes poétiques. La véritable poésie, en effet, ne consiste-t-elle pas à mettre en relief la richesse présente dans les moindres aspects de la vie quotidienne, à puiser la beauté là où on ne l'attend pas toujours ?

Dans le dernier recueil d'André Laude, *L'œuvre de chair* (2), reviennent les thèmes perceptibles dans les ouvrages précédents : la quête d'une mère assassinée en 1942, à Auschwitz (« Nous ne sommes que rêves de juifs errants / nous avons brûlé à Auschwitz / mais nos fils dignes ont relevé l'épée de rubis / Vaillamment nous tenons tête à l'horrible nuit »), la révolte, omniprésente, la révolte teintée souvent de désillusions (« (...) Je manque de mots tocsins, de mots balles traçantes / Pour réveiller les dormeurs »)... L'issue, pour André Laude, n'est qu'une fuite en avant. Il s'agit de vivre pleinement chaque instant, de privilégier la « fête » sous toutes ses formes : l'amour, la boisson, la danse...

Un étrange « blues » ponctuait les chapitres de *Rues des merguez*, un roman paru il y a quelques années. Il réapparaît dans ce nouveau recueil, un recueil qui, sans aucun doute, risque de réconcilier bien des lecteurs avec la poésie.

Thierry MARICOURT

(1) André Laude, *Comme une blessure rapprochée du soleil*, Ed. La Pensée Sauvage, 1979.

(2) André Laude, *L'œuvre de chair*, coédition Arcantère/Ecrit des Forges.

Une émission sur la prison

Une émission sur la prison, qui a débuté le 5 février 1989, est animée par des membres de la Fédération anarchiste. Ils sont, en tant que tels, fondamentalement hostiles à toute forme d'emprisonnement, et se donneront pour tâche d'aider les prisonniers à s'exprimer. Partant du fait que tout détenu est politique, ils éviteront de faire le jeu du pouvoir qui consiste à classer les détenus selon deux catégories, opposant droits communs et politiques.

Cette émission consistera en une partie informative, avec des nouvelles brèves et détaillées, selon l'actualité. Elle comprendra l'étude de dossiers spécifiques, comme l'isolement, le prétoire, le mitard, la censure, le courrier, le parloir, les relations affectives et sexuelles, le suicide, l'évasion, le casier judiciaire, etc.

Y seront invités, des détenus récemment libérés, des permissionnaires, ce qui a déjà été réalisé le 5 février 1989, d'anciens prisonniers, mais aussi des personnes proches des détenus : amis, familles, ainsi que des travailleurs du milieu judiciaire et carcéral (avocats, juges, éducateurs, etc.).

L'équipe lira également des lettres ou des plate-formes de revendications envoyées par des détenus. Cette lecture sera suivie ou non de commentaires, en tenant toujours compte du principe de cette émission : soutien des luttes des prisonniers visant à l'amélioration de leur condition, sans perdre de vue que c'est la prison et la société qui l'engendrent qui sont à détruire.

L'équipe

Emission sur la prison : un samedi sur deux, de 20 h 30 à 22 h 30, à partir du 18 février 1989.

Pour un autre tourisme

Voyager intelligemment est bien difficile. Devant l'impossibilité qu'ont les touristes à mieux connaître les habitants du pays visité, ils se résignent bien souvent — à défaut d'autre chose — à visiter les monuments ou les musées ou à sillonner les routes en quête de panoramas inoubliables.

Le développement du tourisme pédestre, par exemple, répond sans doute à cette critique.

Or, les espérantistes ont un double avantage : non seulement ils ont une langue commune permettant une compréhension directe, mais de plus ils ont un idéal commun d'unification mondiale qui leur permet de fraterniser plus facilement.

C'est pour répondre à ces exigences que SAT a créé un service de tourisme destiné exactement à mettre en relation les voyageurs avec des autochtones qui peuvent proposer la visite de leur maison ou de leur lieu de travail, mais aussi le siège d'associations variées (coopératives, syndicats, mouvements divers). Ils sont aussi auteurs de points de contacts pour discuter de sujets divers ou pour tenter une approche du mode de vie local.

La Amikeca Reto — service touristique ouvert à tous — édite chaque année un guide avec cartes, index et listes d'adresses pour ceux qui veulent voyager.

La connaissance de l'espéranto est indispensable. Le guide 1989 vient de paraître avec 184 adresses.

Y.

Informations : Amikeca Reto, 63, rue de la République, Chargé-F-37350 Amboise, France (la brochure coûte 30 F, elle est disponible à la librairie du Monde Libertaire).

Erratum

Dans l'article paru dans la page 11 du numéro 739 du « Monde libertaire » s'est glissée une coquille malencontreuse. Le gala de soutien à Radio-Libertaire et au « Monde libertaire » a eu lieu le mardi 21 février et non le mardi 25 février, comme cela était annoncé.

La rédaction

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 23 février

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité Christian Zeimer qui expose à la Galerie Jean-Brianche.

Vendredi 24 février

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : Thierry Paquot, Michel Vovelle et Serge Bianchi nous parleront de la culture et des loisirs pendant la Révolution française (littérature, arts, théâtre, peinture et architecture).

« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : avec l'association « Agir ici » pour des relations Nord-Sud plus saines.

« Contact » (22 h 30 à 1 h 30) : des hommes et des chiens, dialogue autour d'un phénomène de société.

Samedi 25 février

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : « Ruptures », mensuel de lutte à Champigny-sur-Marne ; un dossier sur l'Afrique.

« Rock contact » (16 h 30 à 18 h) : le groupe Wichies Valley.

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : la Louisiana.

Dimanche 26 février

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : la Libre Pensée et de la franc-maçonnerie.

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Binet.

Mardi 28 février

« Honky-Tonk » (22 h 30 à 3 h) : Marc Stecker et son tuba.

Mercredi 1^{er} mars

« Ouvrez la cage aux marmots » (10 h à 12 h) : avec comme invités Christian Goux, Didier Convard, Nathalie Bayeux (pour son livre sur les droits de l'homme et la non-violence), Françoise Mornat et Périgot (éditions Souris noire).

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : l'aide internationale en question, avec Judith Alvarado-Migeot (péruvienne).

MUNICIPALES

La gestion communale : les transports

NOUS ne pouvons poursuivre notre étude (voir *Monde libertaire* n° 739) sans évoquer la réhabilitation des immeubles anciens. Certes, l'affaire est entendue : c'est une nécessité. C'est sûr, l'opération a connu ses réussites : municipalités, offices d'HLM ou entrepreneurs privés ont réalisé des rénovations à la satisfaction générale.

Mais, à la faveur de cette réussite, combien de petits fûtés : entreprises spécialisées ou propriétaires privés ont rafistolé méchamment des immeubles branlants en profitant au besoin des aides publiques substantielles ?

Le boom économique de certains entrepreneurs a parfois de quoi laisser sceptique.

Qui est responsable ?

Qui est responsable des maux qui nous accablent ? Les maires ? Leur pouvoir de décision a été renforcé à la faveur de la décentralisation de 1982-1983. Dans le domaine qui

font un boulot qui peut parfois être intéressant (5). Mais il faut avouer que, là aussi, la « crise du militantisme » ou le noyautage en vue des municipales frappent de plein fouet.

Il faut bien avouer que la structure qui regrouperait les habitants pour exiger d'être consultés pour tout projet de rénovation ou de construction, cette structure n'existe pas (sauf « Commission extra-municipale » animée par les amis du maire). C'est pourtant la première chose à faire : informer sur les enjeux des projets en cours, casser la passivité qui abrute la société, montrer clairement que le maire n'est souvent qu'un instrument pour des intérêts étrangers à la population. Vaste programme !

Les transports

Les récentes grèves (Paris et Marseille) ont souligné l'importance des transports en commun dans le fonctionnement de la vie quotidienne dans les villes.

Un fantôme est pourtant en train de secouer le petit monde des transports : le tramway. Nantes et Grenoble ont montré l'exemple, prestige oblige.

Depuis, toutes ces villes, qui avaient vendu au poids et voté des primes à l'arrachage des rails trop encombrants, ne rêvent plus que d'une seule chose : construire leur métro de surface. A entendre nos décideurs, le tramway est devenu la panacée à tous les maux urbains et politiques : ruée vers les banlieues, essoufflement et isolement économiques, etc., qui non seulement permettra d'exporter notre technologie à l'étranger, mais représente — ni plus ni moins — « le plus sûr antidote à un processus d'étiollement de la ville ». Peste !

En fait, si la construction d'un tel équipement paraît séduisante (c'est le moyen de transport le mieux adapté à la ville), les motivations profondes de nos élus sont rarement l'amour du Service public et plus souvent relèvent de leur mégalomanie. Soyons clairs : le seuil de rentabilité se situe théoriquement aux alentours de 300 000 habitants. Même avec une augmentation prévisible de 25% du nombre de voyageurs, il est douteux que le contribuable avale facilement le coût estimé entre cent et deux cents milliards de centimes selon les villes (6).

Pourtant, il semble que ce « métro de surface » fasse un tabac, et que l'on se bouscule au portillon, parmi les maires, pour décrocher les subventions... Venons-en enfin aux amateurs de transports individuels et au sort qui leur est réservé. Il n'est pas besoin de sortir de l'ENA pour deviner que toutes les modifications du « tissu urbain », comme on dit, vont se répercuter sur la circulation, et notamment sur les flots des voitures particulières : diminution des commerces dans les quartiers, rejet des industries vers la périphérie, qualité des transports en commun... sans oublier l'attrait de la « bagnole » comme affirmation de sa personnalité.

En tout état de cause, il apparaît que bon nombre de municipalités se laissent embagader dans un cercle vicieux qui tend à développer la

Mais, l'accès au centre, s'il est un souci quotidien, est aussi l'une des formes de la vie urbaine. Peu de responsables, apparemment, s'interrogent sur les véritables raisons des engorgements, des flots ininterrompus, de la saturation croissante du trafic. C'est qu'en fait tout est en place pour que la centralisation soit de plus en plus manifeste. Les quartiers, qui disposaient autrefois d'une certaine autonomie, voguent vers la transformation en cités-dortoirs. Le phénomène était évi-

feraient bien de se demander où ont bien pu être relogés les expulsés de nos rocades et autres pénétrantes. Heureuses villes qui, il y a dix ans, n'avaient pas les moyens de se payer leur plan routier à elles ! Elles ont ainsi échappé en partie à la frénésie hausmanienne des aménageurs.

Avec le temps, la politique de grands axes urbains s'est quelque peu humanisée, même si tout est loin d'être parfait : la crise, le chômage dans le bâtiment et les travaux publics ont souvent donné un coup de



dent pour les zones d'urbanisation récente : ZAC, ZUP et autres « Z » qui, horizontalement ou verticalement, servent à loger la populace plus ou moins favorisée. Mais ces quartiers anciens avaient leur propre vie, leurs propres activités, leurs commerces dits « de proximité ».

La concurrence des grandes surfaces (en périphérie, souvent dans les communes avoisinantes) fait progressivement mourir ce « petit commerce ». Les bureaux, les magasins spécialisés, les administrations, le plus souvent situés dans ces centre-villes, contraignent les habitants excentrés à faire le déplacement. D'où les problèmes cités plus haut.

Ces « embarras » de circulation ne sont évidemment pas dus à la seule existence de véhicules automobiles individuels (votre « caisse » ou la mienne) ; ils existent bel et bien par l'organisation même de la société hiérarchisée et commerciale, et on voit mal la situation

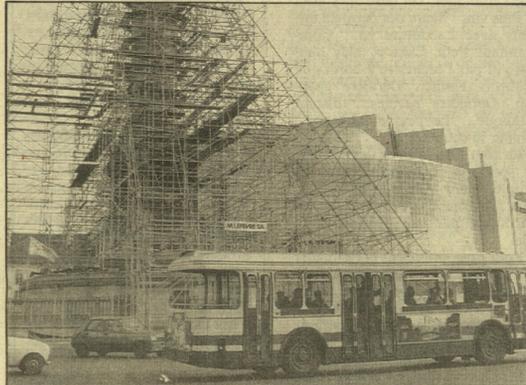
pouce à l'aménagement de « quatre-voies » à l'utilité parfois quelque peu douteuse.

Bref, on ne le répètera jamais assez : les besoins de déplacement — en ville ou ailleurs — sont étroitement liés à la forme même de la ville et à l'organisation sociale. Ceci dit, on peut se préoccuper d'amélioration immédiate sans se désintéresser pour autant du fond de l'affaire.

Si l'on excepte l'action — toujours indispensable — des comités de défense contre les tracés de route abusifs, le seul point de vue socialement utile est l'amélioration des transports en commun. Les amateurs d'études historiques se rappelleront le rôle extrêmement dynamique de nos compagnons de la CNT dans la restructuration de la Compagnie des tramways de Barcelone dans les années 1936-1937 (9).

Rappelons brièvement que la collectivisation de plusieurs centaines de véhicules — qui appartenait à une compagnie privée — permet une amélioration très substantielle de la qualité, de la sécurité et, ce n'est pas une tare, de la rentabilité malgré une diminution des tarifs. Le tout étant étroitement lié à la prise en charge par les tramotins de l'intégralité de leur outil de travail : matériel, conditions de travail, modernisation, etc., et au bénéfice des usagers. (A suivre).

R. LE Y.



nous occupe, ils sont donc seuls maîtres du plan d'occupation des sols (POS) et de l'octroi des permis de construire (1). Cette décentralisation donne peut-être de bons résultats dans les petites communes où le maire peut être couronné dans la rue par un administré mécontent (2). Mais il y a gros à parier que les magouilles ont connu un regain de vitalité : ces groupes de pression sont parfois si persuasifs !

Sans oublier que, en admettant même un maire de toute confiance, la liste des intermédiaires est si longue (technocrates d'Etat [3], techniciens, architectes, financiers [4], etc.) entre le lancement d'une opération et le résultat final, que les dérapages sont possibles à tout moment.

Tout ceci est bel et bon, direz-vous, mais encore ? Ce qui est acquis, et n'est d'ailleurs contesté par personne, c'est que la ville, le regroupement des populations, est le résultat de tout un brassage d'éléments : économiques (industries, spéculation, communications), législatifs et politiques (centralisation), techniques, etc.

Il est donc certain que ceux qui prétendent garantir à chacun le droit à un logement décent, sans remettre en cause le fonctionnement social, nous prennent vraiment pour des pommes.

Mais en attendant de couper les maux à la racine, il serait tristounet de ne pas réagir contre la situation actuelle. On sait les efforts des comités de mal-logés, des « occupants-rénovateurs » sérieusement malmenés par les notables socialistes (ce qui tendrait à prouver qu'ils faisaient du bon boulot), mais, hors de Paris, la mobilisation n'a existé que rarement. Les associations de consommateurs, les comités de quartier

Depuis une cinquantaine d'années, l'utilisation de ces transports a connu un réel accroissement (multiplié par 1,5 entre 1975 et 1982 hors agglomération parisienne). Si l'amélioration du matériel et des conditions de voyage explique en partie ces chiffres, aucun doute que « l'exode urbain », le déplacement des populations vers la périphérie (lotissements, zones industrielles, etc.) ne sont pas innocents dans l'affaire.

Les atouts des transports collectifs ne sont pas négligeables : économie en énergie (0,6 l aux 100 km par voyageur), sécurité (15 fois moins d'accidents que les voitures, 35 fois moins que les 2 roues), diminution de la pollution et moins d'encombrements, puisqu'ils ne stationnent pas ou peu...

Mais, pour bénéficier réellement des avantages dont nous venons de parler, les collectivités doivent mouiller leurs chemises et investir dans des équipements et des aménagements divers : couloirs de bus, abris, véhicules confortables et nombreux, personnels, prix du billet attractif, etc.

Aussi, tout en proclamant leur attachement sans faille aux transports en commun, la plupart de nos chers élus se gardent bien de révolutionner la baraque. Quelques regards s'en désintéressent complètement, mais la saturation rapide des centre-villes et les vagissements des commerçants dont les clients ne peuvent plus se garer chatouillent leurs oreilles. D'autres font preuve d'initiative, mais les mêmes marchands glapissent alors que les itinéraires desservis leur enlèvent le pain de la bouche. Et chacun sait que quelques dizaines de commerçants font beaucoup plus de bruit que quelques dizaines de milliers d'usagers !



place prise par la voiture en centre-ville. Et qui dit place, dit stationnement : on voit donc des aménagements, toujours plus coûteux et plus acrobatiques (parkings souterrains ou aériens, horodateurs, etc.), dévorer une large part du budget communal et privé (7). Car chaque ville y va de son petit système pour réguler ou canaliser la circulation dans les centre-villes : anneau de dérivation du flot des véhicules, sens interdits, armée de contractuels, systèmes informatisés, contrôle par caméra, etc., l'imagination n'a aucune limite (8).

s'améliorer notablement tant que les mêmes causes amèneront les mêmes conséquences.

Ce n'est pourtant pas faute d'aménagements ! L'afflux quotidien d'automobilistes vers les cités a, depuis longtemps, permis aux penseurs de l'urbanisme de fantasmer sur leur planche à dessin.

Les délires urbanistiques

Les cœurs sensibles qui se pâment en apercevant les délires urbanistiques de l'étoile rouge des peuples, le camarade Nicolae Ceaucescu,

(1) Voir Qui décide de la ville ?, brochure du CCI (Beaubourg). Brochure bien faite, mais malheureusement ancienne.

(2) Dans les petites villes, les maires sont « dirigés » par les fonctionnaires de l'Équipement.

(3) « Tout le monde sait qu'un échangeur autoroutier peut rapidement devenir un centre d'urbanisation », (O. Guichard).

(4) « La construction est largement alimentée par des capitaux en quête de placement », livre blanc de l'Union nationale des HLM.

(5) On lira les différents numéros de Que Choisir sur le sujet. Malheureusement les comités locaux sont souvent squelettiques.

(6) L'Etat prenant en charge environ le quart du projet.

(7) Rappelons que les constructeurs d'équipements sont tenus de mettre des places de stationnement à la disposition du public.

(8) Voir par exemple le dossier « embouteillages », in L'Événement du Jeudi du 21 janvier 1988.

(9) Voir Gaston Leval : L'Espagne libertaire.